



Un gâteau de mariage avec deux mariés? Rien de plus naturel pour Jeroen van Ammers et Jörn Hogeveg, qui ont uni leurs destinées l'an dernier, aux Pays-Bas. Ils sont l'un des quelque 2400 couples homosexuels qui ont profité du mariage civil néerlandais pour proclamer publiquement leur fertilité de vivre ensemble.

DOSSIER

LES MARIAGES GAIS AUX PAYS-BAS

DEUXIÈME DE TROIS

Au moment où le Québec s'apprête à régler l'union et l'adoption homosexuelles, LE SOLEIL s'est rendu aux Pays-Bas, ce laboratoire mondial de la libéralisation des mœurs. Pour comparer la situation, rendre compte de la longue lutte qui a fait des Néerlandais des précurseurs sociaux à ce chapitre et comprendre comment la tolérance est érigée en vertu.

Il faisait beau ce jour-là...

■ AMSTERDAM — Le 1^{er} avril 2001, Hélène Faasen ne réalisait pas vraiment qu'elle était une des actrices principales d'un événement historique — non, ce n'est pas un canular. Alors que les caméras du monde se braquaient sur elle, ses yeux se tournaient plutôt vers ceux d'Anne-Marie Thus et ses lèvres articulaient une formule millénaire: «Oui, je le veux!»



Éric Moreault

EMoreault@lesoleil.com

Hélène, une notaire de 36 ans, et Anne-Marie, une infirmière de 32 ans, se sont mariées civilement en même temps que trois couples masculins, lors d'une cérémonie haute en couleurs à l'hôtel de ville d'Amsterdam, la capitale gale de l'Europe.

«Je n'y pensais pas sur le coup à cause des émotions. Tu réalises seulement le lendemain, explique la jeune notaire tout de rouge vêtue, assise dans la vaste et belle salle de conférence de son étude. Je me souviens d'avoir ouvert la télévision et qu'on parlait de l'arrestation de (Slobodan) Milosevic puis, soudainement, me voilà. C'était si étrange.»

Le couple s'était tout de même rendu compte de l'intérêt que cette première mondiale suscitait, accordant entrevues sur entrevues dans les semaines précédentes. «On comprenait alors à quel point nous étions chanceuses que

Voir JOUR en A 2 >

- Une première tardive Page A 6
- La route la plus longue Page A 6
- 2387 noces en 2001 Page A 6

La voix de la paix se fait entendre en Israël

■ JÉRUSALEM (d'après AFP et AP) — L'armée israélienne a suspendu hier une offensive annoncée dans la bande de Gaza, mais en laissait toujours planer la menace, tandis que plus de 60 000 Israéliens se sont rassemblés à Tel-Aviv pour la paix.

Au cours de cette manifestation, la plus importante du genre depuis le début de l'Intifada, en septembre 2000, Yossi Sarid, chef de l'opposition parlementaire au gouvernement d'union nationale d'Ariel Sharon, a plaidé «contre l'opération militaire à Gaza».

«C'est un message très important au gouvernement israélien, au monde arabe et à la communauté internationale: il y a un camp de la paix en Israël et il élève la voix», tonne Yossi Sarid à la tribune.

Quasiment absent de la scène publique depuis le lancement, le 29 mars, d'une offensive militaire israélienne massive en Cisjordanie, largement approuvée en Israël, le camp de la paix savourait hier soir «un tournant radical», selon les mots d'Arje Arnon, l'un des dirigeants du mouvement La paix maintenant, coorganisateur de la manifestation.

«Retrait des territoires (palestiniens) pour le salut d'Israël»: le mot d'ordre du rassemblement se partageait la faveur des très nombreuses pancartes brandies par la foule avec d'autres calicots comme «L'occupation nous tue tous» ou «La paix maintenant».

Les manifestants, qui ont répondu à l'appel conjoint du mouvement pacifiste et d'une «coalition de la paix» regroupant des écrivains et diverses personnalités de gauche, forment une foule de tous âges dans laquelle se côtoient mères de famille accrochées à leur poussette, invalides en fauteuil roulant ou jeunes gens dansant au son de la musique des groupes qui se produisent parmi eux.

La place même où le premier ministre israélien Yitzhak

Voir ISRAËL en A 2 >

- Tsahal hésite à se lancer sur Gaza Page A 10

La plus importante manif depuis le début de l'Intifada

Un hôpital la nuit, ce n'est pas de tout repos!

DOSSIER

INFIRMIÈRES AU QUOTIDIEN DERNIER DE DEUX

Soigner, soulager, reconforter: les infirmières ne manquent pas de travail. Notre journaliste a passé 32 heures à les accompagner dans différents départements de deux hôpitaux de la région, pour raconter la vie quotidienne de ces travailleuses, alors que s'ouvre la semaine des infirmières, du 12 au 18 mai.

■ Un hôpital la nuit. C'est le calme, le silence, une ambiance feutrée. Un hôpital la nuit, c'est mystérieux. À l'Hôtel-Dieu de Québec, cette nuit-là, 65 personnes veillent les 321 patients endormis, des infirmières, quelques préposés et deux gardiens de sécurité. Un seul lit est libre dans tout l'hôpital.

Et il est déjà réservé, précise France Sirois, infirmière coordonnatrice de nuit. Un patient doit arriver de Gaspé cette nuit, pour se faire greffer un rein. L'opération est prévue à 4 h 15. «J'espère qu'il n'y aura pas de pépin», murmure la coordonn. Parce qu'elle ne saura où placer un patient de plus. Déjà que six malades de l'ur-

gence attendent d'être admis dans l'hôpital. Ils n'attendent pas dans le corridor, c'est interdit. Ils sont allités dans «l'urgence-2», deux étages au-dessus de l'urgence, au bout d'un couloir.

Voir HÔPITAL en A 7 >

- Même métier, autre vocation A 7



Louise Lemieux

Llemieux@lesoleil.com



LE SOLEIL, PASCAL BATHIE
France Sirois est infirmière coordonnatrice de nuit à l'Hôtel-Dieu de Québec. Si un problème survient en cours de nuit — problème de plomberie ou de réanimation d'un patient, — c'est à elle qu'on fait appel. Travailler la nuit a des avantages, souligne l'infirmière, comme les magnifiques levers de soleil, vus de l'hôpital.

Laquelle choisir pour maman?



La petite Francesca ne semblait pas trop se stresser avec cette question, hier, pendant que son père lui faisait faire un joyeux vol plané à travers une mer de tulipes, à Ottawa. Comme ils le font chaque année depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont les Pays-Bas qui ont envoyé les fleurs rouges dans la Capitale, en souvenir de l'hospitalité qu'a accordée le Canada à la famille royale néerlandaise entre 1940 et 1945.

Mario se pince pour croire SOM

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

Sans le dire, Mario Dumont semble trouver presque trop beau pour le croire le sondage qui donne à son parti une spectaculaire deuxième place dans le cœur des électeurs québécois.

«Comme dans la complémentaire de Saguenay (où il a fait élire son premier député adéquiste), nous sentions la tendance (favorable). Mais nous sommes impressionnés par l'ampleur.»

De leur côté, péquistes et libéraux ne cachent pas leur scepticisme face à certains résultats (voir autre texte en page A 8) et sont loin de paniquer devant la montée de l'ADQ.

Quelques heures avant de grimper sur son tracteur pour labourer sa terre dans Rivière-du-Loup, le chef de l'Action démocratique a commenté sobrement le coup de sonde mené pour le compte de *La Presse* et du SOLEIL. Selon SOM, si des élections avaient eu lieu au début de mai, l'ADQ aurait récolté 30,8% des voix, tout juste derrière le Parti libéral du Québec (33,3%), larguant le Parti québécois en troisième place (24,7%).

Les résultats n'ont pas rendu Mario Dumont euphorique. «Il faut être très prudent, a-t-il indiqué.

Voir MARIO en A 2 >

- Péquistes et libéraux sceptiques Page A 8

AUJOURD'HUI

Actualités

Obésité morbide. Le centre hospitalier de Charlevoix est parmi les rares hôpitaux au Canada qui traitent l'obésité morbide avec la technique de la laparoscopie.

Page A 4

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Québec / Canada	A 8
Agenda	B 6	Oiseaux et cie	B 6
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 13
Est et Côte-Nord	A 12	Sports	S 1
Décès	B 10	Statistiques	S 8
Diversissements	B 11	Télévision	B 2
Le monde	A 10		

LA MÉTÉO

Maximum 13, minimum 2

Ensoleillé en matinée, ciel variable en après-midi. Vents légers. Détails page S 20.

Précipitations (à 13 h hier)

Ce mois-ci: 37,4 mm (an dernier: 37,4 mm)
Ce printemps: 2,8 mm
Le printemps dernier: 2,8 mm

QUÉBEC, 106^e ANNÉE, N° 133

FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTREAL, OTTAWA 87¢

PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES



2765700077 3



LA KIA SEDONA

LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE
● Garantie de base 5 ans/100 000 km
● Garantie sur le groupe motopropulseur de 5 ans/100 000 km
● Assistance routière Avantage plus de 5 ans/100 000 km
Enfin, la qualité accessible à tous!

GARANTIE AVANTAGE PLUS 5-5-5
INDICE DE SÉCURITÉ ANTI-IMPACT 5 ÉTOILES

259⁵⁹\$
COMPTANT DE 4250\$
0% À L'ACHAT
MAXIMUM 36 MOIS

KIA
KIA STE-FOY
2766, Einstein
659-1542

ISRAËL

Suite de la Une

Rabin était tombé le 4 novembre 1995, sous les balles d'un extrémiste juif opposé aux accords israélo-palestiniens d'Oslo (1993) qu'il avait signés, est trop petite pour accueillir tout ce monde, et les gens débordent dans les rues avoisinantes.

« Nous sommes ici pour manifester contre l'opération militaire à Gaza » qu'Israël envisage et prépare en représailles à l'attentat suicide meurtrier de mardi soir, explique-t-il, au micro, ajoutant: « S'ils font cela, ils le feront sans nous ».

D'autres personnalités s'expriment ensuite, comme Choukri Khatib, représentant la communauté des Arabes israéliens, ou le célèbre écrivain israélien Amos Oz.

La police avait annoncé qu'elle déploierait plus de mille hommes pour assurer la protection de la manifestation par crainte d'attentat palestinien ou d'attaques d'extrémistes juifs.

La police israélienne soupçonne en effet l'existence d'un véritable réseau d'extrémistes juifs après l'arrestation de quatre colons suspectés d'avoir préparé au moins un attentat anti-palestinien, a indiqué hier un responsable israélien.

Les quatre colons avaient été arrêtés il y a deux semaines, mais le tribunal de Jérusalem avait imposé le silence sur cette affaire jusqu'à vendredi.

Deux des suspects ont été arrêtés près d'une école palestinienne de filles du quartier d'A-Tour et de l'hôpital Makassed de Jérusalem-est, après un contrôle d'identité de routine.

Leur véhicule traînait une remorque remplie de bombes de gaz, de bidons d'essence et d'explosifs, destinés à un attentat à grande échelle, selon la police. Ces développements témoignent du retour à l'avant-plan de la primauté des buts politiques de la guerre sur les buts militaires dans

les territoires palestiniens rappelée avec une force nouvelle par le ministre des Affaires étrangères israélien, M. Shimon Peres.

M. Peres a déclaré hier, dans une interview à la chaîne de télévision américaine CNN, que son pays ne recherchait pas « une victoire militaire », mais plutôt « une ouverture politique » dans le processus de paix. M. Peres était interrogé sur le report de l'opération militaire israélienne attendue dans la bande de Gaza, en représailles à l'attentat de mardi dernier, qui a fait 16 morts, à Rishon-le-Tzion, près de Tel-Aviv.

Et même du côté du Likoud, de grandes manœuvres sont en cours pour forcer M. Ariel Sharon à répudier toute idée de création d'un État palestinien. Une résolution en ce sens doit être examinée aujourd'hui par le comité central du Likoud, le propre parti de M. Sharon.

Selon l'édition Internet du *Jerusalem Post*, les collaborateurs de M. Sharon s'activent à contrer cette résolution. Le premier ministre adoptera une position mitoyenne en expliquant que dans l'état actuel des choses, la création d'un État palestinien ne se pose pas, mais quand la question se posera sérieusement, elle sera soumise à un débat de fond. Un sondage mené auprès des membres du Comité central indique paradoxalement que 71 % d'entre eux s'opposent à la création d'un tel État, mais ils sont encore plus nombreux à croire qu'un tel État verra le jour, tôt ou tard, de toute manière.

Il s'agit de la plus importante réunion du comité central dans toute l'histoire du Likoud, dit-on. « Un Likoud incapable de lutter contre un État palestinien est un État sans idéologie », disent les plus irréductibles. L'armée israélienne a suspendu hier une offensive annoncée dans la bande de Gaza, mais laissait toujours planer la menace au lendemain de son retrait de Bethléem, la dernière des villes occupées en Cisjordanie lors de l'opération « Rempart ».



60 000 Israéliens ont manifesté pour la paix hier à Tel-Aviv.

MARIO

Suite de la Une

Nous venons de franchir un palier avec l'élection d'un deuxième député (François Corriveau). Mais il faut avoir les deux pieds sur terre.

« Pour soutenir de tels niveaux d'appuis, 36 % chez les francophones, ça prend une visibilité quotidienne énorme. Or, demain matin, nous ne sommes encore que deux députés adéquistes, deux députés qui ont des enfants et qui en attendent chacun un autre pour l'automne. »

Le jeune chef de l'ADQ — il 32 ans — a établi qu'il voyait « la tendance se dessiner. On fait assez de recrutement. On sentait une effervescence. » Tout comme il pressentait que « le PQ était surestimé depuis quelque temps dans les sondages ».

M. Dumont n'a pas voulu se montrer trop optimiste sur l'effet qu'une telle enquête d'opinion peut produire quand vient le temps de recruter des candidats vedettes. « Oui, c'est plus facile. Mais ça rend la barre un peu plus haute. » D'autant plus que des préparatifs d'élections, c'est aussi se bâtir une machine électorale. « Quand tu as 125 (organisations de) comités à construire, ce n'est pas un mince défi. »

Le chef adéquistes a réitéré que la victoire dans Saguenay ouvre de nouvelles perspectives politiques au Québec. On avait semé des idées. Cela faisait son chemin. Mais les gens de la Côte-Nord se sont dit « c'est le temps de les essayer ».

Le meneur de l'ADQ ne s'est dit nullement surpris du haut taux d'adhésion populaire aux éléments-clés de son programme, dont certains pouvaient apparaître controversés, comme les positions sur la sous-traitance privée dans le secteur public. L'Action démocratique ne relève nullement de la droite morale qui existe aux États-Unis, a-t-il nuancé.

« Mais au niveau économique, c'est clair que nous sommes ailleurs (par rapport au PQ), a-t-il enchaîné. Pour la liberté de choix du citoyen, aussi », a-t-il poursuivi en faisant référence à la promesse adéquistes de donner aux parents, et non aux garderies, les 5 \$ rattachés aux places pour la garde des enfants. « Les gens en ont assez (...) de Bernard Landry et de son vieux modèle de gouvernement supposé social-démocrate. »

M. Dumont n'a évidemment pas voulu s'aventurer à prédire une répartition des sièges à l'Assemblée nationale en fonction du sondage SOM. Il a reconnu que l'ADQ a bien du chemin à faire pour percer dans l'électorat anglophone.

« La bonne nouvelle (...), c'est qu'aucun parti ne peut prétendre dominer le vote. Pour les électeurs, c'est bon. Il y aura des luttes à deux et un paquet de luttes à trois. Les partis devront mettre plus de viande sur la table, travailler plus fort. »

Mario Dumont a insisté sur le faible taux de satisfaction du gouvernement octroyé par les personnes interrogées par SOM. « Les gens retiennent du premier ministre qu'il a un nombre record de ministres, de nouveaux appartements, une nouvelle résidence et qu'il se fait du lobbying, a-t-il martelé. Tout cela a une caractéristique commune : un gouvernement qui s'occupe de son confort. »

M. Dumont a refusé de consacrer la journée d'hier à donner des entrevues. « Je vais être en congé avec mes enfants, a-t-il précisé. S'il fait beau, je vais sûrement travailler sur la ferme et notamment conduire le tracteur. Il faut bien quelque un au volant », a-t-il rigolé.

Brian Mulrone
s'est soumis à une
batterie d'examens

■ TORONTO — L'ancien premier ministre fédéral Brian Mulrone devait quitter l'Hôpital général de Toronto, hier, après s'y être soumis à une batterie d'examens du cœur. Alors que M. Mulrone passait un examen de routine, son médecin lui a recommandé de se rendre à l'hôpital, jeudi, afin de subir des tests supplémentaires. « Ils ont découvert quelque chose en établissant son bilan de santé », a affirmé la sénatrice Marjory LeBreton, proche de l'ex-premier ministre conservateur. Aucun membre de la famille n'a connu de problèmes cardiaques, mais l'ancien PM maintient un emploi du temps chargé, incluant de nombreux déplacements à l'étranger, a-t-elle précisé. « Je crois que M. Mulrone travaille extrêmement fort, et de toute évidence, il a eu une vie stressante », a affirmé M^{me} LeBreton. (PC)

JOUR

Suite de la Une

notre pays soit si progressiste. » Le jour même, les préoccupations étaient tout autres. Puisque l'événement se déroulait à minuit, heure d'entrée en vigueur de la loi, les couples ont d'abord soupé ensemble. « Nous étions nerveux mais pas tendus. »

Tout à leurs préparatifs, Hélène Faasen se souvient que la première chose qu'elle a vue en arrivant fut un camion micro-ondes de la télévision. « J'ai dit: "Ooops." » L'événement se transformait en cirque médiatique. Tellement d'ailleurs qu'elle est restée coincée dans sa Beetle nanane, empêtrée dans sa robe et incapable d'ouvrir la porte tellement les cameramen se pressaient.

« Quand je suis entrée (à l'hôtel de ville), je sentais le sang battre dans mes tempes. » Puis, le stress s'est envolé. « J'ai oublié (toute cette attention). C'était mon mariage, après tout! »

Représentatifs autant de la société que de la communauté gaie, les mariés provenaient d'horizons très différents.

Louis Rogmans, 63 ans, et Ton Jansen, 72 ans, cumulaient et culminaient 36 ans de vie commune en tuxedo et cravate rose. « Après si longtemps, notre nuit de noces sera tout ce qu'il y a de plus normal », disait M. Jansen. Frank Wittebrood, un professeur, et Peter Wittebrood-Lemke, un travailleur social qui a adopté le nom de son mari comme la loi le permet, ne se passaient pas la bague au doigt mais l'enlevaient — révélant un anneau tatoué.

Comme ceux-ci, Hélène et Marie n'ont pas cherché les feux de la rampe. Un peu naïves, « nous ne nous attendions pas à tant de publicité ». L'amour, et le hasard, les ont menées là. Anne-Marie était enceinte (Nathan a maintenant deux ans et Myrthe, leur petite fille, deux mois et demi). Ils ont enregistré leur partenariat (*registered partnership*) pour des raisons légales.

« Mais nous voulions nous marier le plus tôt possible et nous discutons de la façon la plus adéquate de le faire. Nous étions dans l'auto, lisant l'éditorial du *Gay Krant* (LE journal gai aux Pays-Bas) qui demandait des volontaires (pour le 1^{er} avril). Nous y sommes allés, pensant que nous serions un couple parmi une vingtaine. »

Surprise, il y en avait peu et tous étaient mâles. Une fois engagées, plus question de reculer, pour le meilleur et pour le pire. « Nous ne sommes pas des pionniers, nous voulions simplement en être, contribuer à changer les mentalités et à l'acceptation de l'homosexualité. »

Jorn Hogeweg et Jeroen van Ammers auraient bien aimé en être aussi, mais les circonstances

en ont décidé autrement: ce sera deux mois plus tard. L'un, un médecin de 42 ans, comme l'autre, un gérant d'immeuble de 36 ans, voulaient « célébrer en public que nous étions fiers d'être ensemble, montrer à tout le monde que nous voulions unir nos destinées... et aussi pour avoir un gros party (rires) ».

Dans leur résidence sobrement aménagée, un peu à l'écart du centre-ville, dans un quartier cossu du port d'Amsterdam où on a transformé les entrepôts en condos — la même rue, curieuse coïncidence, qu'un des trois couples du 1^{er} avril —, les deux hommes s'activent pour le souper, qui sera partagé autour d'une bouteille de rouge. Une fois attablés, ils racontent, la prunelle fière et la sourire heureux, l'inévitable album de photos à l'appui.

« C'était une journée parfaite, avec beaucoup de soleil (une rareté, nous sommes aux Pays-Bas, ne l'oublions pas). Nous sommes arrivés en gondole! » Le couple avait loué une église — pas pour des raisons symboliques mais pratiques: c'était le meilleur endroit pour célébrer avec les 150 invités, amis, collègues et familles.

La famille, parlons-en. Dernier d'une famille de neuf, Jeroen a demandé à ses parents d'être témoins. « Ils étaient vraiment fiers, c'était une première. Mon père, qui était âgé de 76 ans, a prononcé un discours dans lequel il accueillait Jorn dans la famille comme l'un des nôtres », raconte-t-il la gorge serrée — le patriarche est décédé cinq mois plus tard.

Les choses étaient moins évidentes pour Jorn, dont la belle-mère pensait que le mariage devait être l'apanage des hétérosexuels à cause de la procréation. « Ce n'est pas seulement affaire de biologie, s'insurge-t-il. Il est évident que deux personnes de plus de 50 ans qui se marient n'auront pas d'enfants. C'est aussi partager sa vie... »

Ils se sont disputés à plusieurs reprises sur le sujet, dit Jorn, un peu mal à l'aise. Heureusement, dans les mois précédents la noce, « elle a changé ». Elle a même consenti à lire un poème de son cru lors de la cérémonie. « Ce ne serait jamais arrivé si nous ne l'avions pas fait publiquement », croit-il.

Les parents d'Hélène et d'Anne-Marie étaient beaucoup moins réticents, malgré le caractère très public de leur mariage. Bien que, raconte Hélène Faasen, les siens ont eu peu de temps pour se faire à l'idée. « Anne-Marie est la première femme qui est venue à la maison. » Moins d'un an plus tard, elles étaient mariées, avec un bébé.

« Notre mariage était un moment intime mais aussi un engagement public, plus que nous le réalisions. Nous sommes des gens ordinaires, vos voisins. »

Mais les gens ordinaires mettent souvent l'histoire en branle. Et dans ce cas-ci comme dans bien d'autres, qui sait où elle s'arrêtera...

LE SOLEIL
POUR NOUS JOINDRE

- Abonnements 686-3344
- 1-866-686-3344
- Carrières et professions 686-3270
- Petites annonces 844-4444
- Promotion 686-3342
- Publicité détaillants 686-3435
- Publicité générale 686-3270
- Rédaction 686-3394
- Renseignements 686-3233

www.cyberpresse.ca
925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,
Succ. Terminus Québec, Québec,
G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca Itée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

Résultats
TVA, le réseau des tirages

lotto 649 Tirage du 2002-05-11 09 33 36 40 46 47 Complémentaire: (35)	Quebec 439 Tirage du 2002-05-11 18 20 23 27 34 48 Complémentaire: (14)
lotto Tirage du 2002-05-11 03 10 12 15 16 28 31 32 36 38 44 47 48 53 55 58 62 67 68 70 Complémentaire: (36)	lotto Tirage du 2002-05-11 NUMERO: 061211 EXTRA Tirage du 2002-05-10 476 0623 NUMERO: 307482
lotto Tirage du 2002-05-10 06 07 09 14 30 31 38 Complémentaire: (36)	lotto Tirage du 2002-05-10 GAGNANTS 0 24 000 000,00 \$ 14 87 590,60 \$ 396 2 709,50 \$ 57 25 151 152,30 \$ 47 541 005 10,00 \$ 37* 497 967 10,00 \$ 37* 4 538 059 Participation gratuite

Les modalités d'annulation des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.C. cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI** 1 866 505-JEUX

Le saviez-vous? 20/34

DANS LE VIEUX-QUÉBEC DE PHILIPPE AUBERT DE GASPÉ

Philippe Aubert de Gaspé, seigneur de Saint-Jean-Port-Joli et auteur du roman *Les Anciens Canadiens*, a longtemps hanté les rues du Vieux-Québec, et plusieurs lieux y rappellent sa mémoire.

C'est dans la maison de la famille maternelle Tardieu de Lanaudière que le célèbre personnage vit le jour en 1786. Cette maison, située dans la rue menant alors aux parloirs du Séminaire, a fait place au palais épiscopal en 1844.

Aubert de Gaspé fit ses études au Séminaire de Québec, où il côtoya Louis-Joseph Papineau. En 1811, il fut admis au barreau et, à la cathédrale, il épousa Suzanne Allison. Le couple aura 13 enfants. De 1815 à 1818, Aubert de Gaspé résidera dans la vieille maison Jacquet, de la rue Saint-Louis. Cette maison, construite en 1675 pour le maître couvreur François Jacquet, est aujourd'hui occupée par un restaurant qui emprunte son nom au célèbre roman d'Aubert de Gaspé.

Vivant au-dessus de ses moyens, Aubert de Gaspé s'endetta. Soupçonné de détournement de fonds, il fut destitué de son poste de shérif en 1822 et incarcéré de 1838 à 1841 à la prison de la rue Saint-Stanislas (aujourd'hui le Morin College). Après sa libération, il passa ses étés au manoir de Saint-Jean-Port-Joli et ses hivers à Québec, où il fréquentait la librairie d'Octave Crémazie. Sur le tard, il se découvrit une vocation d'écrivain. À 76 ans, il entreprit son roman *Les Anciens Canadiens*. Une plaque du 1 de la rue Ferland nous rappelle que cette maison était à cette époque devenue sa résidence à Québec.

En 1871, à l'âge de 85 ans, Philippe Aubert de Gaspé meurt à la villa Edgehill (à l'arrière de l'actuel Centre Lucien-Borne du chemin Sainte-Foy), chez sa fille Elmire et son genre, le juge Stuart. Ses funérailles eurent lieu à l'église de Saint-Jean-Port-Joli, où il sera inhumé sous le banc seigneurial.

Aubert de Gaspé était fort attaché à Québec. Ce fut avec nostalgie et émotion que, dans ses *Mémoires*, il y situa plusieurs des plus beaux moments de sa vie.



Photo: Gravure du XIXe siècle. Trée de Jacques Cartier, Philippe Aubert de Gaspé, septembre 1991.

Jean-Marie Lebel

Quand Québec et Lévis dévoilent leurs secrets

LE SOLEIL

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
Québec

Répondez à la question et vous pourriez mériter un séjour dans la capitale nationale d'une valeur de 400 \$ ou un des quatre coffrets-cadeaux « Québec, une passion qui se lit » comprenant trois ouvrages de la Bibliothèque de la capitale nationale.

Question numéro 20 : Longtemps, Philippe Aubert de Gaspé partagea son temps entre Québec et sa seigneurie. Normez-la. Réponse :

Retournez ce coupon à :
Concours « Le saviez-vous ? », Case postale 15180, Québec (Québec) G1K 7X2 avant le 31 mai 2002 ou déposez-le au quotidien Le Soleil, 925, chemin Saint-Louis, Québec. Tirage le 31 mai, 14 h 30.
Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Téléphone (jour) : _____
Téléphone (soir) : _____

Règlements disponibles au quotidien Le Soleil ou aux bureaux de la Commission de la capitale nationale de Québec.

Réponse de la capsule n° 19 :
Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

ACTUALITÉS

DISPARITION D'UN HYDRAVION

Malgré l'insuccès, l'espoir règne

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Les recherches pour retrouver le Cessna 180 porté manquant depuis jeudi ont été concentrées hier entre Saint-Raymond de Portneuf et Pont-Rouge. Les autorités ont reçu au moins cinq appels de citoyens qui disaient avoir vu un avion en difficulté dans ce secteur.

Les efforts ont malheureusement été vains. Aucune trace de l'appareil, aucun signal de détresse. « Il est possible que l'Emergency Location Transmitter (ELT) du Cessna soit tombé à l'eau, que l'émetteur se soit brisé ou que l'antenne se soit cassée lors de l'écrasement », a avancé le capitaine Jean Morissette, porte-parole de la base militaire de Valcartier.

Les recherches ont été effectuées dans un rayon de 120 km par 60 km, entre le lac des Passes, au sud de La Tuque, et le lac Saint-Augustin. L'appareil manquant, qui avait quitté le lac des Passes jeudi matin, devait amerrir au lac Saint-Augustin. Le juge de la Cour supérieure Louis De Blois, son frère Marc et Bernard Blanchette, un ami de la famille, se trouvaient à bord de l'avion.

Toute la journée, hier, quatre appareils des Forces armées canadiennes

(un avion Hercules, deux hélicoptères Labrador et un hélicoptère Griffon) ont ratisé à 1000 et 500 pieds du sol. La nuit tombée, ils sont retournés aux bases de Bagotville et de Trenton, en Ontario. « On reprendra les recherches demain matin (ce matin), à la première lueur. SERABEC fera du ratisage nocturne à 3000 pieds avec deux avions », a précisé le capitaine Morissette, ajoutant que des militaires de la base de Bagotville arpenteront à pied le secteur du lac des Passes ce matin.

Les bénévoles de SERABEC se sont joints aux militaires de l'armée canadienne vendredi. « Aujourd'hui (hier), on a mis à la disposition de l'armée environ 25 bénévoles et deux appareils de type Cessna. On pourra ajouter des effectifs et des appareils au besoin », a assuré le directeur de SERABEC-Québec, Michel Doyon.

Le poste de coordination des recherches, qui se trouvait à Trenton jusqu'à hier, a été installé aux Ailes québécoises, à l'aéroport de Québec.

ESPOIR

Inquiets, les proches des disparus, qui ont passé la journée aux Ailes québécoises, semblent malgré tout garder espoir. « Je sais que les Forces armées sont très bien organisées et très bien

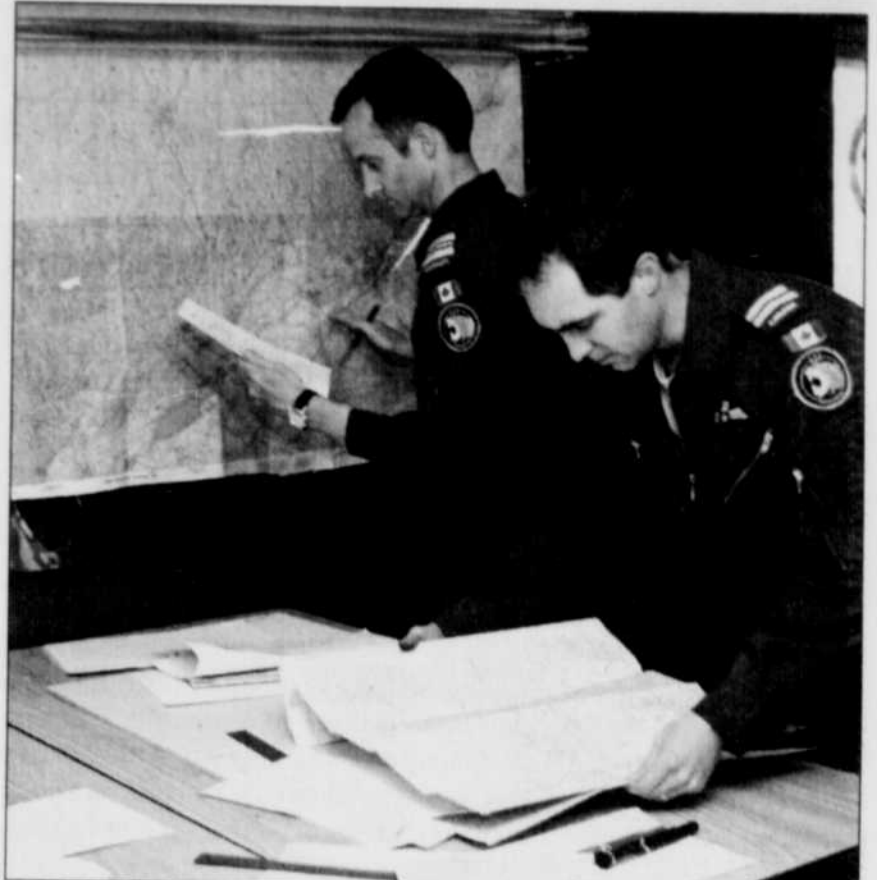
équipées pour effectuer ce genre de recherches. Je sais aussi que mon père avait un sac de couchage, des couvertures et de la nourriture à bord de son appareil », a mentionné le fils de Marc De Blois, Pierre.

Marc De Blois compte pas moins de 43 ans d'expérience comme pilote. En 1979, il a survécu à un crash survenu sur le boulevard de la Colline, à Lac-Saint-Charles.

Pierre De Blois croit qu'une déféction mécanique pourrait expliquer la disparition soudaine de l'appareil, même si ce dernier avait fait l'objet d'une inspection en début de semaine. « Ça m'étonnerait que mon père ait été victime d'un malaise puisqu'il venait de passer un examen médical pour renouveler sa licence de pilote », a ajouté M. De Blois.

Le capitaine Morissette se dit lui aussi confiant de retrouver les frères De Blois et M. Blanchette vivants. « Si on n'avait pas espoir, on ne serait pas là », a-t-il dit.

Selon lui, les conditions de recherche sont compliquées par le fait qu'il reste encore quelques plaques de neige qui peuvent être confondues avec la couleur du Cessna. « En outre, le territoire qu'on survole est très montagneux, et certains lacs ne sont pas encore calés », a souligné M. Morissette.



Le poste de coordination des recherches a été installé à l'aéroport de Québec.



Camil Lagacé « fait le plein » d'énergie de cette voiture électrique.

Loulou, as-tu ta Hypermini ?

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Les artisans des voitures électriques ont du pain sur la planche pour détrôner les vieux modèles à essence. Les gens sont bien prêts à faire leur part pour la planète, encore faut-il que cela ne dérange pas trop leurs habitudes...

« Elles coûtent trop cher et n'ont pas assez d'autonomie. Il en faudrait deux fois plus », constate Serge Roy, chef de projet des transports électriques et président de l'Association canadienne des véhicules électriques. Il est confiant, mais combien conscient de l'ampleur du défi des concepteurs de la voiture de demain.

Hier, sur les plaines d'Abraham, trois véhicules électriques étaient en démonstration, l'Hypermini de Nissan — la seule en Amérique du Nord —, la Th!nk City de Ford et le Ford Ranger. À part ce dernier véhicule, qui est une copie conforme du modèle à essence, les voitures électriques de demain sont révolutionnaires, mignonnes, presque silencieuses et écologiques. Mais de là à en faire le véhicule de M. et Mme Tout-le-Monde, il y a encore beaucoup de chemin à faire.

D'abord, le rapport autonomie/prix, comme le soulignait M. Roy. La Ford Th!nk City, qui sera commercialisée dès la fin de l'année en Californie, tombe à plat après 70 kilomètres, forçant un arrêt obligé de quatre à six heures pour recharger le tout. L'hiver, le chauffage fait passer à 50 le nombre de kilomètres d'autonomie. Sans compter qu'elle se déplace difficilement au-delà de 100 km/h.

Bien qu'on ignore encore le prix de vente de la Th!nk City au Canada, M. Roy croit qu'il soit encore trop élevé pour le citoyen moyen. Sur le contrat de location d'Hydro-Québec pour ses

deux Th!nk, il est question de 37 000 \$. Pour ce qui est de la date où les Canadiens pourront mettre la main sur les premières autos électriques de Ford, M. Roy vise le début de l'an 2003. Et les spécimens ne seront pas nombreux à traverser le 48^e parallèle, puisqu'il est question d'une production totale oscillant entre 5000 à 10 000 unités.

Autre problème, le nombre de passagers. Jusqu'à maintenant, tous les véhicules totalement électriques sont conçus pour asseoir deux personnes seulement. En plus de l'espace de rangement, plutôt restreint. Une caractéristique commandée par le besoin de réduire le poids, qui pourra être révisée uniquement avec l'avènement de piles plus performantes.

Hydro-Québec travaille d'ailleurs à l'élaboration d'une nouvelle pile, qui pourrait être trois fois plus performante que celle qui se trouve dans le ventre de la Th!nk de Ford ou de l'Hypermini de Nissan. La nouvelle batterie, qui sera bientôt produite en usine à Boucherville, pourrait éventuellement être réquisitionnée par les différents constructeurs automobiles.

À l'heure actuelle, à peu près tous les constructeurs ont un programme de développement de voiture électrique ou de véhicule à « émission zéro ». Selon M. Roy, Ford est le « plus agressif », suivi de Renault, de Toyota et de Honda. Ce dernier est par contre très actif dans le domaine du véhicule hybride, qui marie l'essence et l'électricité. Après la Insight lancée il y a plus d'un an, Honda s'apprête à sortir une Civic équipée de cette technologie.

Et, contrairement au tout électrique qui demande un changement de mentalité, la formule hybride détient l'avantage de présenter des avantages écologiques sans trop bousculer les automobilistes jaloux de leur confort et de leurs habitudes.

VIDÉOTRON

Le syndicat pris entre l'arbre et l'écorce

Après les actes de sabotage, des menaces de mort proférées augmentent la tension du conflit

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

Pendant que Vidéotron s'affaire à réparer les actes de sabotage de certains grévistes, des représentants syndicaux ont fait appel à la police pour faire la lumière sur des menaces proférées à leur endroit.

En tout, quatre représentants syndicaux ont reçu des messages dans leur boîte vocale contenant des menaces de mort ou de « bras et de jambes cassés ». Denis Plante est un de ceux-là. Le représentant syndical des employés de Vidéotron au sein du Syndicat de la fonction publique, local 1417, a reçu quatre messages, provenant tous d'un téléphone public. « On ne sait pas c'est qui, mais on sait que c'est quelqu'un qui est prêt du conflit. Les menaces nous sont adressées personnellement », précise M. Laplante.

Les représentants syndicaux n'ont pas pris de risque à savoir s'il s'agissait ou non d'une simple technique d'intimidation de la part « de scabs ou peut-être de sous-traitants ». Ils ont avisé les policiers et leur ont remis copie des enregistrements.

S'il cherche à savoir qui lui en veut ainsi, M. Plante aimerait bien aussi connaître l'identité de ceux qui ont commis les actes de sabotage au cours de la semaine dernière. « On a rencontré tous les salariés jeudi pour leur dire qu'il n'était pas question d'entériner ces gestes qui nuisent à notre crédibilité. S'ils pensent qu'ils vont être reçus en héros, ils se trompent. Ils ne nous aident pas du tout pour notre image », déplore-t-il.

M. Plante sait très bien que l'opinion publique joue un rôle important dans un conflit de travail. Il regrette que les actions posées par certains syndiqués aient métamorphosé la sympathie du début en réprobation. Le sabotage, les pluies de purin et les menaces de mort supposément proférées par un syndiqué de Montréal n'aident pas vraiment la cause.

Malgré les pannes répétées et la lenteur du service, les abonnés de Vidéotron semblent avaler relativement bien la pilule. Chez Bell, on n'a pas remarqué une hausse notable des appels et des abonnements. Les chiffres du mois de mai, qui seront publiés au début de juin, apporteront toutefois une réponse plus précise. Du côté de l'Office de la protection du consommateur, aucune plainte n'a été déposée, même chose au Conseil de la radio et de la télévision du Canada (CRTC).

POLITIQUE DE CRÉDIT

Pour ce qui est des abonnés privés du câble en raison du sabotage, ils seront remboursés pour chaque journée où ils ont été privés du service. Le crédit sera accordé dès le début de la panne, contrairement aux 48 heures requises pour une panne « normale ».

Le nombre d'abonnés qui bénéficieront de cette nouvelle politique n'est pas encore connu. « On va commencer par réparer les pannes et ensuite on analysera lesquelles ont été causées par des actes de vandalisme et quels abonnés auront droit au crédit journalier », explique Jean-

Paul Galarneau, porte-parole de la compagnie. Celui-ci précise du même souffle qu'aucun nouvel acte de sabotage n'a été commis depuis vendredi.

Quant aux négociations, elles demeurent au point mort. Une rencontre est prévue le 22 mai, où les deux parties feront le point sur leur volonté de négocier. Avant le début du conflit, les deux parties ont convenu de se rencontrer à toutes les deux semaines, question d'éviter d'avoir à en faire la demande, geste qui pourrait être perçu comme une concession en soi.

Rien n'indique aujourd'hui que les négociations reprendront à ce moment-là. Les deux parties restent cantonnées dans leur position. La partie patronale dit attendre la solution syndicale pour économiser 30 millions \$ et le syndicat veut l'assurance que les 2200 employés resteront à l'emploi de la compagnie.

Malgré les pannes répétées et la lenteur du service, les abonnés semblent relativement bien avaler la pilule

Liquidation Optimum Véhicules en inventaire

1992 Grand Prix	183 000 km	2 900\$	1999 Jetta	58 000 km	17 900\$
1995 Transport	143 000 km	7 900\$	1999 Sunfire GT	43 000 km	11 900\$
1995 Sunfire	135 000 km	4 900\$	1999 Sunfire GT	49 000 km	199\$/48 m
1996 Sable GS	120 000 km	6 900\$	2000 Malibu	29 000 km	13 900\$
1998 Sunfire	51 000 km	7 900\$	2000 Caravan	49 000 km	15 900\$
1998 Tracker	70 000 km	9 900\$	2000 Grand Vitara	36 000 km	19 900\$
1998 Gr. Voyager	92 000 km	11 900\$	2001 Century	27 000 km	19 900\$
1999 Metro	85 000 km	7 900\$	2002 Aurora	5 000 km	39 900\$



FRANÇOIS SYLVAIN, Président; DANIEL LEPAGE, Directeur commercial/ventes; SYLVAIN MARION, Conseiller; JEANNOT LECLERC, Conseiller; SYLVAIN BOISVERT, Conseiller.



124, rue Olivier (sortie 278, autoroute Jean-Lesage), Laurier-Station 418-728-4233 • 1 800 463-9332
www.laquerre.com



Après avoir participé ensemble à un programme d'échanges étudiants, Sonia, Florian, Helena et Katja sont désormais soudés pour la vie.

PROGRAMME D'ÉCHANGES ÉTUDIANTS Familles d'accueil recherchées

MICHELLE LA FERRIÈRE
MLaferriere@lesoleil.com

■ Originaires des quatre coins du monde, 65 adolescents se cherchent au Québec une famille adoptive temporaire. Ils raffolent de la poutine et du sirop d'érable. Ils lèveront le nez sur le beurre d'arachide et le Cheese Whiz. Et au terme de leur séjour d'un an ici, ils pleureront au moment de s'en retourner chez eux, pendant que leurs familles d'accueil remercieront le ciel de les avoir mis sur leurs routes.

Ce sont en tout cas les témoignages qu'ont livrés au SOLEIL quatre stagiaires de l'étranger et une famille adoptive de Lévis. L'espace de quelques heures, ils se sont faits les porte-parole d'AFS (American Field Service), un organisme international d'échanges étudiants. Pierrette Hamel, responsable de l'accueil pour la région de Québec, a beaucoup insisté : « Il me reste 65 étudiants étrangers à placer au Québec d'ici le mois d'août. » Au-delà des touchantes expériences de fraternité, de partage et d'enrichissement relatées par ces personnes extraordinaires, AFS veut convaincre des familles d'ici de recevoir des jeunes de l'étranger, âgés entre 15 et 18 ans, pour qu'ils vivent à la québécoise pendant un an.

Voyez-les sur la photo : ils sont ainsi soudés, à la vie à la mort, depuis que le programme d'échanges les a réunis, en août dernier. Sara Galeano, 18 ans, est originaire du Paraguay, Helena Costa, 16 ans, du Brésil, Florian Steiner, 17 ans, et Katja Schlaefli, 17 ans, de la Suisse allemande. Disons-le tout de suite, leurs familles naturelles sont aisées, puisqu'elles ont déboursé quelque 10 000 \$ pour les billets d'avion, les assurances, les activités de groupe organisées par AFS et l'argent de poche de leurs enfants. Florian fait remarquer qu'il a cumulé trois jobs pour se ramasser 7000 \$.

Les familles d'accueil, elles, offrent un toit, de la nourriture, de l'amour et le soutien dont a besoin n'importe quel adolescent. Un adolescent qui affronte un nouveau milieu, une langue étrangère, un climat surprenant et une famille avec ses mœurs propres. Helena s'est installée chez les Riedl le 26 août. Deux jours plus tard, elle faisait son entrée à la polyvalente de Lévis, en 5^e secondaire. Elle parle anglais, ça ne lui a pas vraiment servi... Mais Geneviève, sa sœur d'accueil, l'a beaucoup aidée à s'intégrer.

Dès qu'elle est arrivée, Mare Riedl et Danielle Tremblay, ses parents d'accueil, ont proposé qu'elle les appelle « papa » et « maman ». « Ça renforce les liens », estiment-ils. Aujourd'hui, Hele-

na parle de Jessica, Geneviève et Marjolaine comme de ses sœurs. Mais à les voir tous ensemble, les sœurs d'accueil, les parents et ces stagiaires venus d'horizons si différents, il est clair que le lien le plus solide retient les quatre étudiants étrangers. Ils vont tout faire pour se revoir après leur départ, le 15 juillet.

Katja a trouvé difficile de ne pas avoir de meilleure amie. Sara a aimé la neige, mais elle ne voudrait pas la subir tous les ans. Florian a mis un gros mois pour s'habituer à sa nouvelle école. Les filles ont pris 20 livres (qu'elles disent !) à cause de la poutine, des desserts et du sirop d'érable. Florian a « hai » le Cheese Whiz et le « beurre de peanut ». Leur vie québécoise les a changés. « On sait maintenant qu'on est capables de se sortir d'une situation difficile », a résumé Helena.

Leur goût de l'aventure, leur débrouillardise, leur entregent et leurs bons résultats scolaires ont été des atouts. Ces qualités ont d'ailleurs servi de base à la présélection qui s'effectue dans leur pays d'origine. AFS rédige ensuite des petites fiches de présentation. Et les familles peuvent choisir leur nouvel enfant, en fonction de sa description. Les couples, les célibataires, les familles avec ou sans enfant sont les bienvenus dans le giron d'AFS.

Danielle Tremblay confie que « ça prend une grande ouverture d'esprit, de la tolérance et de la générosité ». Il faut savoir accepter, par exemple, que le nouvel ado prenne « des douches de 15 minutes ».

Mais mine de rien, les liens familiaux se resserrent, les frères et les sœurs d'accueil développent leur goût pour la géographie, ils s'émerveillent plus facilement qu'avant au contact du nouvel arrivé et ils sont plus enclins à participer aux activités en famille. En cas de pépin, les gens d'AFS sont toujours là et chaque étudiant est jumelé à son propre conseiller, qu'il peut appeler en tout temps.

Pierrette Hamel vous prie de lui téléphoner au 828-9636 si l'expérience vous tente. AFS a aussi un numéro sans frais : 1-800-361-7248.

OBÉSITÉ MORBIDE

Une petite bande de silicone pour régler un gros problème

La technique est disponible dans Charlevoix

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

■ BAIE-SAINT-PAUL — La gastroplastie avec bande de silicone ajustable par laparoscopie, vous connaissez ? Non, il s'agit d'une modification sur l'estomac pour traiter l'obésité morbide. Mais l'intervention est nouvelle, pratiquée par cinq ou six médecins au Canada depuis quelques années seulement. Le Dr Pierre Leclerc est l'un de ceux-là. Il veut en faire une spécialité au centre hospitalier de Charlevoix.

« Avant 1999, je ne connaissais pas l'obésité morbide. Mais à l'hôpital Laval, j'ai vu ce qu'était cette maladie. Quand vous pesez 300 livres à 45 ans, que vous avez mal aux genoux, que vous faites du diabète et de l'hypertension, que vous montrez des signes d'insuffisance respiratoire, de l'apnée durant la nuit et j'en passe, votre vie est raccourcie de façon importante », dit-il.

À Québec, c'est l'hôpital Laval qui est spécialisé dans la gastroplastie. Toutefois, les médecins y préconisent des techniques traditionnelles, des chirurgies ouvertes comme l'agrafage de l'estomac. La liste d'attente comporte près de 800 personnes et le délai, avant de subir une intervention, est de 6 à 8 ans. À Baie-Saint-Paul, on veut traiter 100 patients par année. Outre le Centre hospitalier de Charlevoix, les hôpitaux de Vancouver, Scarborough en Ontario et Pierre-Jetté à Montréal sont les seuls établissements canadiens à l'offrir. Mise au point en Belgique en 1993, la gastroplastie avec bande ajustable a été pratiquée sur seulement 60 000 person-

nes dans le monde, principalement en Europe.

La technique du Dr Leclerc se résume aisément. Par laparoscopie, une bande de silicone est placée autour de la partie supérieure de l'estomac, qui se trouve ainsi divisé en deux poches, reliées par un étroit passage qui laisse passer très lentement la nourriture, ce qui prolonge la sensation de satiété.

Comment se définit l'obésité morbide ? Très simple, vous prenez votre poids (kg) divisé par votre taille (M²) et si cet indice de masse corporelle (IMC) se situe entre 35 et 40, vous êtes parmi les 8 % de la population qui souffrent d'obésité morbide et pour qui les diètes n'auront guère de succès. Sous les 35 d'IMC, vous êtes « simplement » obèse, comme 50 % des Américains.

« En général, le système de santé va mal, mais ça ne nous empêche pas de faire de belles choses. Nous traitons ici des patients qui n'ont, autrement, pas de soins, qui sont laissés à eux-mêmes avec tous les clichés que notre société entretient à leur égard. Nous

avons la volonté de traiter médicalement l'obésité, une vocation qui colle bien à un hôpital en région comme le nôtre. Il y a des choses intéressantes qui se font en région parce que nous travaillons sans la pression du milieu urbain », plaide le Dr Leclerc.

Officiellement, le programme n'est pas encore commencé au Centre hospitalier de Charlevoix, mais déjà les patients se pressent aux portes. Trois Ontariens, un Terre-Neuvien et une dame de Saint-Urbain dans Charlevoix ont subi l'opération. Huit ou neuf autres patients attendent leur tour. Bientôt, le Dr Martin Potvin s'ajoutera au club sélect des médecins qui pratiquent cette nouvelle approche.

Attention, les élus sont triés sur le volet. « Notre traitement aide les gens à moins manger, mais ils doivent accepter de modifier leur mode de vie. Ils perdent 60 % du surplus de poids en moins de deux ans, mais le résultat est lié à la performance du patient, à sa volonté. Les méthodes de réduction, ce qu'on appelle « brocher l'estomac » sont plus drastiques, plus dangereuses avec des effets secondaires et moins humaines. À la limite, nous pourrions faire notre laparoscopie en centre de jour », conclut le Dr Leclerc.

Seul hic, c'est que les gens qui feront appel à cette technologie de pointe devront payer 5000 \$, soit le coût de la bande de silicone. Mais rassurez-vous, si vous étiez ontarien, c'est 10 000 \$ que vous devriez payer.



Les Dr Pierre Leclerc et Martin Potvin veulent venir en aide aux patients qui souffrent d'obésité morbide, qu'ils disent abandonnés par le système.

Une opération assez simple qui a un effet radical

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

SAINT-URBAIN — « Ça fait 20 ans que j'ai des problèmes de poids, j'ai dû perdre 300 livres que j'ai repris au complet. Avant mon opération, j'y pensais

continuellement, je regardais la télé ou les journaux et j'enviais celles qui sont minces », confie M^{me} Francine Simard, de Saint-Urbain dans Charlevoix, l'une des premières patientes à être opérées d'une gastroplastie avec bande de silicone ajustable par laparoscopie dans l'est du pays.

Elle ne se cache pas, elle n'a pas honte, elle dit tout haut ce que toutes les personnes qui ont un surplus de poids pensent tout bas : « Quand tu maigris, les gens que tu rencontres ne disent rien ; quand tu prends du poids, tout le monde te le fait remarquer. »

M^{me} Simard a reçu sa bande de silicone le 23 avril. Elle n'a jamais regretté son choix : « Cette opération est une véritable farce, j'aurais pu sortir de l'hôpital le lendemain. J'ai déjà perdu 21 livres. Vous savez, je retourne à l'école pour étudier en comptabilité, je voulais mettre toutes les chances de mon côté et qu'on le veuille ou non, l'apparence physique joue un rôle. Là, avec mon collet, je sais que je peux maigrir », dit-elle, sans jamais perdre son sourire.

Pourquoi ne s'est-elle pas tournée vers une autre opération avant ? C'est là que son mari intervient. « Jamais, l'autre affaire, c'est une véritable boucherie, là, c'est plus humain », affirme Gaston Tremblay.

Francine a une volonté de fer. Elle a cessé de fumer, projette de manger

sainement avec un menu calorique contrôlé et jumeler des activités physiques à son nouveau mode de vie. Si les proches la décourageaient de subir une gastroplastie, ils y aideraient d'encouragements une fois les explications fournies.

« Au départ, j'étais mal à l'aise, je trouvais ça humiliant d'en parler, puis, tu te rends compte que bien des gens vivent la même chose que toi, alors j'ai choisi d'en parler pour une question de sensibilisation. Vous savez, il y a de plus en plus de gens qui souffrent d'obésité. Nous connaissons tous au moins un proche qui a un surplus de poids. Il nous faut être conscients de la problématique et le silence n'est certainement pas la solution », dit-elle.

À 43 ans, Francine Simard se sent maintenant mieux outillée pour réussir dans la vie : « Nous les femmes devons être parfaites, mentalement je le suis, mais physiquement je dois travailler un peu plus fort et je vous le jure, je vais arranger ça, vous reviendrez dans un an. »



Francine Simard



Le temps des amours...

La S.P.A. note un augmentation de 25% du nombre d'animaux entrés au refuge depuis un mois et cela est grandement attribué aux naissances du printemps. La Société recommande de faire stériliser les animaux pour éviter qu'ils ne se retrouvent sans foyer. Si vous adoptez un animal, prévoyez déjà le montant pour la stérilisation. On peut vous aider à faire stériliser les animaux que vous adoptez chez nous et pour en connaître les conditions, informez-vous au 527-9104.

5 jours 5 \$
Préliez-les
844-4444 LE SOLEIL
Hors des heures de 10h à 18h et jours fériés



BOUFFÉES DE CHALEUR

Vous êtes ménopausée et vous souffrez de bouffées de chaleur ? Si oui, vous pourriez participer à une étude clinique d'une durée de 6 semaines portant sur l'essai d'un nouveau gel d'œstrogène.

Pour participer, vous devez :

- Être ménopausée depuis plus de 6 mois
 - Avoir des bouffées de chaleur plusieurs fois par jour
 - Être en bonne santé
 - Ne pas avoir utilisé d'hormonothérapie depuis 2 mois
- Compensation financière pouvant aller jusqu'à 300 \$

Étude sous la direction des gynécologues
Dr Céline Bouchard et Dr Michel Fortier

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec
Suzie Savard ou Maude Julien, infirmières de recherche au
650-2295

Grand Cherokee Laredo

SEULEMENT

399 \$
PAR MOIS



LOCATION 48 MOIS, UTILISATION 81 600 KM.
COMPTANT DE SEULEMENT 4160\$, TAXES EN SUS
AVEC 0\$ COMPTANT = 489\$ par mois

GOSSELIN
ST-NICOLAS 831-2050
Chevrolet / Dodge / Jeep

Sylvain Lelièvre est décédé à cause de l'avion

La présence d'une bulle d'air dans l'organisme du chanteur et le changement de pression en altitude sont deux des facteurs qui expliquent la mort du poète

ANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

■ Sylvain Lelièvre, le poète de Limoilou, serait encore vivant s'il n'était pas allé aux Îles-de-la-Madeleine du 23 au 28 avril. C'est l'avion qui l'a tué.

« Un accident... Une malchance », dit sa femme, Monique Vaillancourt, qui préfère ne pas s'interroger sur « le pourquoi. Je ne cherche rien (...). Il faut plutôt se demander comment on vit avec ça ». Le deuil. Elle souhaite qu'on soit fidèle à l'image de ce que son mari a toujours été. « Quelqu'un d'authentique, de discret. Il n'aimait pas le battage publicitaire. »

Soit. Mais n'empêche que cette mort, survenue le mardi 30 avril, au-delà du choc qui a secoué tout le Québec, continue non seulement de nous interpellier. Elle effraie.

Les circonstances paraissent tellement particulières. Sylvain Lelièvre a succombé à une embolie gazeuse cérébrale. Entendre ici qu'une bulle d'air est passée des poumons au sang, pour ensuite se loger au cerveau.

« Personne n'a compris », dit le D^r Pierre Grammond, neurologue, qui s'est occupé du patient lors de son

transfert à l'Hôtel-Dieu de Lévis, où on lui a administré, sans succès, le traitement hyperbare.

Le D^r Grammond répond aux questions du SOLEIL, à condition qu'elles ne s'arrêtent pas au cas précis de l'artiste.

Il fait état de statistiques selon lesquelles une personne sur trois millions décède des suites de complications survenues dans les airs, tout en invitant à consulter un dossier publié dans le numéro du 4 avril du *New England Journal of Medicine*.

Consacré aux problèmes médicaux qui surviennent à bord des transporteurs commerciaux, ce texte prend appui sur une documentation remarquablement bien étayée.

L'incidence serait de 1 sur 33 600 passagers ou de 1 sur 39 600, selon la source consultée. Un peu moins de la moitié des cas se révèlent suffisamment sérieux pour nécessiter l'intervention d'une aide médicale au sol. Sur les vols internationaux, la fréquence est plus élevée. Un voyageur sur 14 000 serait affecté.

Ça demeure peu, estime le D^r Grammond, vu que la plupart des troubles conservent un caractère bénin (perte de conscience, vertiges, étourdissements et autres).

C'est ce que disent les chiffres. Encore que l'article du *New England Journal* apporte une importante mise en garde qui risque de changer la donne, pour diverses raisons. L'une étant le vieillissement de la population.

LE PIÈGE DE L'ALITUDE

Bien des gens négligent le fait, écrit-on, que la pression à bord de la cabine est ajustée de manière à la faire coïncider avec la pression barométrique trouvée à une altitude variant entre 1500 et 2000 mètres (5000 et 8000 pieds) au-dessus du niveau de la mer.

Concrètement, ça signifie que l'air ou les gaz vont se dilater. La hausse de leur volume peut atteindre jusqu'à

30%. Pour les personnes en bonne santé, les inconvénients sont mineurs (mal de tête, difficulté à lire ou à se concentrer).

« L'organisme va s'adapter », indique le D^r Christian Fortin, de l'Unité de recherche en santé publique, au CHUL. Il en va différemment pour tous ceux qui présentent des facteurs de risque, tels hypertension, tabagisme, diabète, hypercholestérolémie (trop de gras dans le sang), obésité. À quoi s'ajoutent le stress et le manque d'activité. « Les facteurs de risque rendent vulnérables à tout ce qui est inhabituel », explique le D^r Fortin.

L'avion, pour plusieurs, entre dans cette catégorie. L'avion, mais aussi le train, lorsque le voyage impose de rester assis cinq heures et plus. Des embolies veineuses, qui n'ont aucun rapport cette fois avec la pressurisation, sont à craindre. Du moins, lorsque les voyageurs souffrent de maux aux jambes. Phlébites.

En ce cas, il s'agit d'un caillot de sang, qui peut se déplacer, par exemple, vers le poumon, et provoquer la mort par asphyxie. Des trucs existent pour réduire la vulnérabilité. On conseille aux gens de bouger, de porter des bas de soutien, explique le D^r Fortin.

Pour tout ce qui touche les anomalies du cœur, angine, insuffisance cardiaque, et les conséquences possibles, infarctus, accident vasculaire cérébral, c'est plus compliqué. La baisse de pression, quand l'appareil décolle, amène une diminution de la concentration d'oxygène dans le sang. Danger. L'avion est contre-indiqué. De même pour certains emphysemateux qui éprouvent une gêne respiratoire.

DERNIÈRES HEURES DU POÈTE

Sylvain Lelièvre n'était pas dans cette situation, bien qu'on ait identifié dans son organisme une bulle d'air. « Une petite bulle », dit son frère Michel, médecin spécialiste au CHUL, dont il connaissait l'existence depuis l'été dernier, à peu près à l'époque où il avait cessé de fumer. On ne lui connaissait aucun symptôme. Que s'est-il donc passé, le dimanche 28 avril, pour que le pianiste chanteur soit retrouvé inconscient sur son siège?

Marie Aubin, directrice de la Corpo-

ration culturelle Arrimage, aux Îles-de-la-Madeleine, venait de le conduire à l'aéroport, à la suite d'un brunch où il avait salué ses hôtes. « Il était content », dit-elle. Rien ne laissait prévoir le drame.

Moins de deux heures plus tard, le vol 8721 d'Air Canada Jazz fait escale à Québec. Sylvain Lelièvre ne bouge pas. « La personne dormait. Elle ronflait », dit Gary Doucet, chef du service clientèle pour la compagnie.

L'agente de bord a tenté, en vain, d'intervenir. Elle prévient le commandant, qui appelle la tour de contrôle, laquelle avise la sûreté aéroportuaire, qui convoque l'ambulance. Tout s'est déroulé très vite.

Au CHUL, le diagnostic est posé. La bulle avait non seulement grossi. « Elle s'est fissurée. » C'est maintenant le D^r Gilles Bélisle, oto-rhino-laryngologiste, qui raconte. Non seulement est-il médecin examinateur pour Transports Canada, affecté à l'aviation civile, mais il connaissait Sylvain Lelièvre, au point d'être présent à ses funérailles, en l'église Saint-Charles-de-Limoilou, samedi dernier.

Le D^r Bélisle est convaincu que la variation de pression est en cause. « C'est sûr (...). C'est elle probablement qui a causé l'éclatement de la bulle. »

Est-ce à dire que la pressurisation pouvait être déficiente? Au bout du fil, c'est Gary Doucet qui répond. « S'il y a un changement subit, les masques à oxygène sortent. » Ça n'a pas été le cas. Benoît Bouchard, ex-président du Bureau canadien de la sécurité des transports, est du même avis. En ou-tre, il dit beaucoup de bien du Dash-8, le type d'appareil qui fait la navette entre Montréal et les Îles-de-la-Madeleine. « Un avion sûr, qui lève et atterrit sur une courte distance, très robuste, vole bien dans des conditions météorologiques difficiles. Un excellent appareil. »

Gary Doucet soutient que le but, c'est de « rendre la personne confortable à bord ». De son côté, Michel Lelièvre observe que « les autres passagers n'ont pas été malades ».

Comment comprendre ce qui s'est produit? Le D^r Bélisle ne voit rien d'autre qu'un mauvais concours de circonstances. L'auteur-compositeur-interprète a-t-il toussé, bâillé, au mo-



Le D^r Christian Fortin

ment même où la pression s'est modifiée? C'est une hypothèse d'autant plus plausible que le vol 8704, à l'aller, fut sans histoire, bien qu'objectivement plus exigeant.

Parti de Montréal à 7 h 30, l'avion n'arrivait aux Îles qu'à 13 h, après des escales à Québec, Mont-Joli et Gaspé. C'est ce qu'on appelle la *ran* de lait.

Toujours est-il que l'intervention en chambre hyperbare, afin d'augmenter l'oxygénation des tissus, n'a pas permis d'enrayer la progression de la bulle vers le cerveau. Avec le résultat que l'on sait.

Outre qu'elle nous rappelle notre fragilité, cette mort conduit à réaliser que l'avion n'est pas sans périls. En sa qualité d'ORL, le D^r Bélisle est bien placé pour l'affirmer. C'est là que surviennent 75 % des troubles.

Plus souvent que le cœur ou les poumons, ce sont les oreilles qui sont touchées. Ah! les otites. Le D^r Bélisle a son bureau en face de l'aéroport de Dorval. Sa clientèle se compose en partie de pilotes et d'agents de bord. Mais aussi d'enfants. « Si je vois du liquide dans l'oreille, je fais annuler le voyage. » La règle, avant de s'envoler, c'est trois jours sans symptômes.

Précautions, prudence s'imposent. À moins de faire comme Denys Lelièvre, professeur de français au cégep François-Xavier-Garneau. Le frère du poète de Limoilou n'a jamais pris l'avion. Il a peur.



Sylvain Lelièvre

Sainte-Rose-du-Nord met le cap sur les enfants

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Sainte-Rose-du-Nord est un tout petit village de rien du tout. À peine 400 habitants, dont une quarantaine d'enfants. Pas pour longtemps. Cet été, la bourgade aspire à devenir un véritable paradis pour les marmots.

Louise Gendreau, qui a acheté une maison à Sainte-Rose-du-Nord il y a trois ans, a eu l'idée d'un festival entièrement dédié aux tout-petits. La compagnie d'organisation d'événements qu'elle dirige fête ses 20 ans et elle est amoureuse de ce petit hameau. Un et un font deux, elle a décidé de célébrer le 20^e anniversaire de ses Animeries en créant le Rendez-vous international des enfants et de la famille de Sainte-Rose-du-Nord. « Il y aura une théâtralité partout, tout le village sera en fête pendant un mois », promet M^{me} Gendreau, emballée par le projet.

Depuis quelques mois déjà, elle attache une à une les ficelles pour que le village soit prêt pour l'ouverture du festival, le 18 juillet. À partir de ce jour-là, tout Sainte-Rose-du-Nord n'aura que les enfants en tête, en espérant qu'ils soient nombreux à se présenter au rendez-vous.

M^{me} Gendreau a mis tout le village à contribution. La boulangerie, la fromagerie, le musée, l'église, les deux fermes, les artistes, même la scierie que les jeunes pourront visiter. La très grande majorité des villageois apporteront leur pierre à l'édifice. « Il y a même un habitant qui a décidé d'ouvrir sa piscine au public », indique la mère du projet.

Le programme des activités est très chargé, à la mesure de l'imagination et de la passion de M^{me} Gendreau. « Il va y avoir une activité qui s'appelle le grand sorcier des bois où les enfants pourront boire une potion magique », en plus des conteurs et des personna-

ges qui arpenteront les rues de la ville. À la nuit tombée, les enfants pourront participer à un défilé et écouter des contes à la belle étoile.

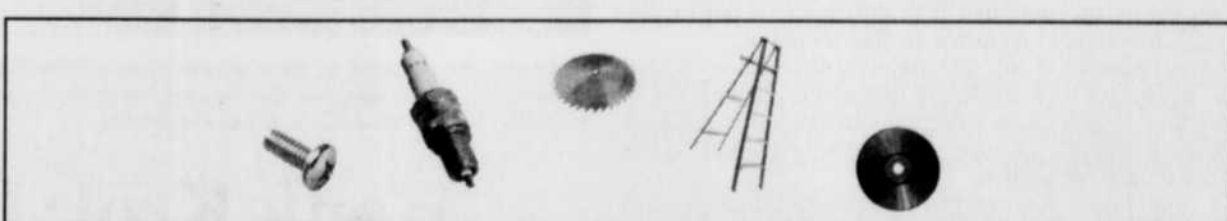
Ce rendez-vous, M^{me} Gendreau l'organise par amour pour les enfants, mais aussi pour mettre Sainte-Rose-du-

Nord sur la carte. « Quand je suis arrivée ici par hasard, ça a été magique. Je suis tombée en amour. Et aujourd'hui je me rends compte que les Européens connaissent mieux le coin que les Québécois. Il faudrait que ça change. »

Ainsi, elle souhaite que son rendez-

vous soit la première escale de ce qui pourrait devenir un circuit de la famille. « Éventuellement, j'aimerais construire une longue association avec les autres municipalités du Saguenay pour développer un circuit de la famille », souhaite M^{me} Gendreau.

Tout le village a été mis à contribution



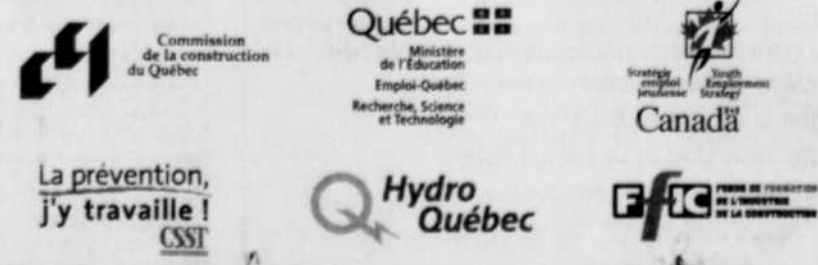
Un événement majeur au Centre de Foires de Québec vous en mettra plein la vue

Entrée Gratuite

Les 7^{es} Olympiades québécoises de la formation professionnelle et technique

16 et 17 mai, de 9 h à 16 h

- 235 jeunes en compétition
- 30 métiers en action, briquetage, électronique, cuisine, mécanique automobile...
- Disciplines en démonstration, arboriculture, transformation des pâtes et papiers...
- Activités interactives pour les visiteurs, Rallye touche-à-tout, Ateliers technologiques, Défi-bricoleur
- Informations sur les choix de carrières



La place pour le choix (250 en stock) et les meilleurs prix \$\$\$

Tracker ZR2 décapotable
- moteur 2 litres très performant
- lecteur CD
- nouveau modèle ZR2
259\$/mois*
21330
Dépôt de sécurité et 1^{er} versement gratuit sur tous nos Tracker et Cavalier 2002

Cavalier
- groupe habillage sport
- lecteur CD
- Garantie 5 ans, 100 000 km incluse
20563
199\$/mois*

Aussi disponible version super modifiée Street Force. A voir absolument!

Citadelle
CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC LTÉ

89, Kennedy, Lévis 835-1171
www.citadellechev.gmcanada.com

Location 48 mois, 80 000 km au total. Transport et préparation inclus. 18 035 comprenant ou échange, équipement, taxes en sus.

LES MARIAGES GAIS AUX PAYS-BAS

Le plus beau jour de leur vie

Samedi Un laboratoire des mœurs
AUJOURD'HUI LE PLUS BEAU
JOUR DE LEUR VIE
Lundi L'adoption pour les gais

ÉRIC MOREAULT
EMoreault@lesoleil.com

■ AMSTERDAM — Les Pays-Bas sont devenus, l'an dernier, le premier État à autoriser le mariage civil et l'adoption homosexuels, soit, mais il aurait pu le faire bien avant. Le gouvernement ne voulait pas de cette première mondiale, de peur de ternir l'image du pays, dansant une longue valse-hésitation. Mais il a dû composer avec l'opiniâtreté d'un député, Boris Dittrich, qui a fini par lui forcer la main sur le plancher... du Parlement.

Le nuage rose s'est accroché dans le ciel bleu du Binnenhof (le Parlement néerlandais) en 1993 lorsque le gouvernement, constatant une pratique largement répandue dans les municipalités (!), veut réglementer l'inscription des unions du même sexe au registre. L'assemblée parlementaire sera dissoute avant, ce qui amènera la « coalition pourpre » au pouvoir à l'élection subséquente. Et l'entrée en scène de Boris Dittrich.

Avocat de formation puis juge, le militant plaque sa carrière légale à la demande de sa formation, les réformistes D66. Fatigué d'intervenir à la fin du processus, il veut pouvoir « influencer le cours des choses » et pousser les questions sociales qui le préoccupent, dont l'égalité des droits pour les gais et lesbiennes.

Affichant depuis toujours son homosexualité, il lui semblait « naturel d'être ouvert à ce propos ». Mais un magazine conservateur, après une demande d'entrevue sous de fausses représentations et sans que le sujet soit abordé au cours de celle-ci, le cloue au pilori.

« J'étais furieux car je voulais aborder la question de façon honnête et être une source d'inspiration, surtout pour les jeunes, pour qu'ils réalisent qu'il est possible d'avoir une bonne carrière, de faire quelque chose de sa vie. Après, plus personne ne voulait aborder d'autres sujets que celui de ma sexualité ! »

Ce qui n'a fait que renforcer sa détermination d'homme politique. Figure populaire, articulé, sourire avenant et le look décontracté du tombeur de lieux de l'archétype efféminé de la folle ou du député drabe et austère, Boris Dittrich est élu sans coup férir en 1994. Avec Mieke van der Burg (travailleuses) et Anne Lize van de Stoep (libéraux), ils forment une troïka qui représente chacun des partis de la coalition.

Sans les chrétiens-démocrates dans le portrait, l'occasion était belle « de moderniser nos lois ». Surtout que dans la population, l'idée faisait son chemin : un sondage du Comité national de l'année de la famille (1995) indique que 70 % des Néerlandais estiment que l'adoption par un couple d'homosexuels devrait être possible et 69 % que deux hommes ou deux femmes puissent se marier.

**70% des Néerlandais
sont en faveur
de l'adoption par
un couple homosexuel**

Il fallait d'abord une loi pour le partenariat enregistré (*registered partnership*) « pour que la population se fasse à l'idée. Nous l'avons toujours présentée comme étant un premier pas vers le mariage civil », se souvient M. Dittrich. Mais certains membres du lobby rose s'inscrivaient en faux, car, clamaient-ils, un « petit peu de droits égaux » et non la pleine égalité demeure une forme de discrimination.

Le trio réussit à réunir une majorité de députés en 1996 pour présenter une résolution demandant le mariage et l'adoption. Mais le Conseil des ministres recule et utilise la tactique habituelle quand on veut noyer le poisson : la formation d'une commission.

La commission Kortmann recommande unanimement que les couples gais et lesbiennes puissent adopter, avec tous les droits et obligations reconnus, mais à des conditions strictes, dont celle que l'enfant n'attende plus rien de son ou ses parents naturels. La majorité, cinq contre trois, conclut aussi qu'on devrait permettre le mariage car il est discriminatoire d'interdire à des couples l'accès à cette institution légale et à son importance symbolique.

Mais, encore et toujours, le premier ministre Wim Kok et ses acolytes temporisent : nouvelles élections, celles de 1998. Les changements prennent du temps, surtout dans le processus parlementaire. Il faudra attendre le 12 septembre 2000, une large majorité de 109 députés contre 33 appuyant le principe du mariage et une majorité similaire pour l'adoption. Le 1^{er} avril 2001, sur le coup de minuit, quatre couples célèbrent l'entrée en vigueur de la loi en s'épousant.

PAS LE CŒUR À LA FÊTE

Boris Dittrich y était, mais il n'avait pas le cœur à la fête. Toutes ces tergiversations l'ont marqué d'une façon tragique. Depuis son élection, il a entretenu une correspondance avec un homme dont le conjoint souffrait du sida. Son vœu le plus cher était de se marier.

Alors qu'il prenait l'air après la cérémonie, un homme s'est présenté comme l'auteur des lettres. Joyeux, Boris Dittrich lui demande où est son copain — décédé entre-temps. « Je savais ce que ça représentait pour eux, mais il n'avait pas voulu me l'annoncer. Ce qui prouve que les lois doivent pouvoir se changer rapidement car elles affectent la vie des gens.

« Espérons que nos lois serviront d'inspiration à l'étranger, qu'elles encourageront les gens à se battre pour leurs droits. C'est le début d'un nouveau mouvement », estime M. Dittrich. « L'opinion publique change dans les pays autour de nous », signale pour sa part Henk Beerten, le président du COC, le principal organisme de défense des droits des homosexuels.

À Amsterdam, les vitrines des libraires affichent toutes en bonne place le récit de cette victoire et des premières années du député-vedette. L'ironie, c'est que son auteur n'a jamais pu convoler avec son compagnon depuis 20 ans. « Il a toujours trouvé ce qu'il était vieux jeu. Et puis, il a sa propre carrière d'artiste... » Comme quoi, même avec une figure de proue de la défense des droits des homosexuels, afficher son orientation sexuelle exige une part de sacrifice.

Mais l'idée finit toujours par faire son chemin. À preuve, « nous avons finalement décidé de nous marier. Ce sera très intime... » sourit Boris Dittrich.



Si Jeroen van Ammers et Jorn Hogeveeg ont choisi l'église pour célébrer leur mariage civil et non religieux, ce n'était pas pour des raisons symboliques mais pratiques : c'était le meilleur endroit pour accueillir 150 invités, amis, collègues et familles.

Près de
2400
mariages
en 2001

Les prophéties
de malheur ne se
sont pas réalisées

AMSTERDAM — Les extrémistes qui croyaient que les Pays-Bas deviendraient les Sodome et Gomorrhe du nouveau millénaire en autorisant le mariage civil aux homosexuels ont joué les prophètes de malheur. Les catastrophes appréhendées n'ont pas eu lieu et, à vrai dire, les principaux intéressés démontrent un intérêt très relatif à s'unir.

Pour les neuf derniers mois de 2001 — les mariages sont autorisés depuis le 1^{er} avril 2001 — les 2387 noces représentent 3 % des mariages célébrés. Ce chiffre comprend aussi les couples dont le partenariat était déjà enregistré auprès de l'État et qui l'ont annulé pour les épousailles. Ce régime matrimonial néerlandais, que l'on nomme union civile ici et au Vermont, pacte civil de solidarité en France ou pacte de vie commune en Allemagne, a connu une baisse de popularité marquée à cause du mariage, de 3010 en 1998 à 625 en 2001. À tel point d'ailleurs qu'il est maintenant quatre fois plus populaire chez les hétéros.

LE TEMPS FERA SON ŒUVRE

Certains, toutefois, s'attendent à ce que le nombre de mariages homos augmente de façon plus significative au cours des prochaines années, d'une part parce qu'un mariage ne s'organise pas du jour au lendemain et d'autre part parce que l'idée fait son chemin dans l'inconscient collectif.

Reste que, pour l'instant, seuls les Pays-Bas autorisent une telle célébration. La Belgique y songe, mais on a mis la pédale douce depuis quelque temps. Dans ce pays, comme en France, en Allemagne, en Hongrie, au Danemark, en Norvège et en Suède, les couples de gais et de lesbiennes ont les mêmes droits que les couples hétérosexuels. En Espagne et en Italie, seules des initiatives locales reconnaissent les unions.

Au pays, la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique, comme d'ailleurs les États américains du Vermont voisin et de la Californie, ont entériné le principe d'union civile sous une forme ou une autre.

Il n'en va pas de même, toutefois, pour l'adoption. Mis à part aux Pays-Bas, au Danemark, au Vermont, au New Jersey, en Californie et dans l'État de New York, elle n'est pas autorisée ou la loi est muette sur la question. É.M.

Henk Krol: la route la plus longue

■ AMSTERDAM — Par un après-midi ensoleillé de 1985, Henk Krol ne se doutait pas que le verre de l'amitié allait le mener dans une croisade d'une quinzaine d'années, que la route la plus longue serait parsemée d'embûches, de sacrifices et d'un terrible mal à terrasser mais, aussi, de plusieurs récompenses.



Pendant 15 ans, Henk Krol fut à la tête de la croisade d'émancipation des gais et lesbiennes qui allait mener à la légalisation du mariage et de l'adoption pour les personnes du même sexe.

« Je savais que cette guerre pouvait être longue. Mais à l'échelle de l'histoire du monde, je ne crois pas que fut si long », explique l'éditeur du *Gay Krant*, l'hebdomadaire national destiné aux homosexuels néerlandais.

À l'époque, Henk Krol occupait aussi les fonctions de porte-parole du gouvernement sur les questions liées à l'homosexualité. Il connaît donc les rouages parlementaires et les principaux leviers sur lesquels appuyer. Mais la principale bataille, il ne devra pas la mener contre les députés ou la population.

« La chose la plus difficile était de convaincre la communauté gale. Dès que vous réalisez que vous êtes gai, vous vous dites : "Le mariage n'est pas pour moi." Et soudainement, il faut se battre pour ça ? »

Indifférence, au mieux, farouche opposition, au pire, les pionniers devaient attaquer sans réels appuis. Même le COC, le principal organisme de défense des droits des homosexuels, était contre. « À l'époque, la plupart considéraient qu'il s'agissait d'une institution hétérosexuelle qui empêchait d'exprimer son individualité. Il était plus tentant de changer le système au complet que la seule institution », explique l'actuel président, Henk Beerten.

« Nous avons eu la même discussion à propos de notre acceptation dans

l'armée, se souvient M. Krol. Comme nous sommes, pour la plupart, pacifistes, plusieurs s'y opposaient. Mais la chose la plus importante, c'est l'égalité. Ensuite, vous avez le choix de décider si l'armée est pour vous ou pas. Même chose pour le mariage. »

Sur cette base, le *Gay Krant* a recruté un couple pour tenter un procès. Car on s'était rendu compte qu'à nul part dans les lois néerlandaises il n'était spécifié qu'un mariage devait être entre un homme et une femme.

Pour Henk Krol, il n'était pas question d'obtenir autre chose que le droit de se marier et pas en créant une institution spécifique : on est égaux ou on ne l'est pas, point. Si bien que dans cette saga parlementaire pleine de rebondissements et d'opiniâtreté, M. Krol ne se contenterait pas d'un partenariat enregistré, discriminatoire en son essence. Deux événements allaient le forcer à changer son fusil d'épaule : la nécessité fait foi de tout.

Le 1^{er} janvier 1998, le régime de partenariat enregistré (un succédané, clament les militants) entre en vigueur. Le besoin de mesures appropriées pour les couples homosexuels prend toute sa pertinence dans une tragédie comme seule la vie en réserve. Une semaine après avoir enregistré son union avec Brigitte Christiaans, Carien Boom décède subitement. Sans le mariage civil, Brigitte n'obtient pas automatiquement la garde des trois enfants du couple.

Au début de l'année suivante, Henk Krol apprend qu'il souffre d'un cancer du colon. Les multiples opérations, la chimiothérapie et la radiothérapie le forcent à abandonner son lobbying. Et malgré les questions de principe, « je n'ai pas eu le choix (d'enregistrer notre

union) pour garantir la meilleure opportunité à mon conjoint ». Comprendre : s'assurer qu'il puisse bénéficier de son fonds de pension.

Seule une telle union, sous le parapluie de l'État, pouvait régulariser une situation et forcer la main aux compagnies récalcitrantes, bien qu'elles étaient peu nombreuses. Avec le mariage civil, il n'y aurait même pas place à la discussion.

En décembre, la reine Beatrix annonce qu'elle nommera Henk Krol chevalier de l'ordre Oranje Nassau pour l'ensemble de ses efforts d'émancipation des gais et des lesbiennes. Deux mois plus tard, de meilleures nouvelles l'attendaient : son cancer était en rémission. En ce moment, la santé ? « Je touche du bois », dit ce colosse à moustache en joignant le geste à la parole dans un grand éclat de rire.

Huit mois avant cette entrevue, il a épousé l'homme de sa vie, célébrant de belle façon son demi-siècle. Car l'entrée en vigueur des lois sur le mariage civil et l'adoption, le 1^{er} avril 2001, coïncide avec son cinquantième anniversaire. Heureuse coïncidence, mais qui signifiait aussi la fin d'une écheance.

« Il y a 16 ans, je m'étais dit : "Si le dossier est bouclé avant mes 50 ans, j'adopte." J'ai dû y renoncer et je le regrette amèrement. Car j'ai accompli beaucoup de choses dans ma vie que je voulais transmettre. Mais ça aurait été dans mon intérêt, pas celui de l'enfant. Avec mon cancer, je ne peux pas garantir que je serai là dans 20 ans. N'empêche : "Je dois me faire violence." Un ange passe... « Mais la prochaine génération aura cette possibilité. C'est une bonne chose. » É.M.

INFIRMIÈRES AU QUOTIDIEN

L'urgence: même métier, autre vocation

LOUISE LEMIEUX

Llemieux@lesoleil.com

■ Dans les salles d'urgence, les infirmières profitent peu de la reconnaissance des patients, et, plus que dans les autres unités de l'hôpital, elles goûtent aux menaces, aux insultes. Les « merci » sont rares. Travailler à l'urgence présente deux gros avantages, cependant : on y sauve des vies et les infirmières ont plus d'autonomie.

« Il y a peu de gratitude de la part des patients, c'est vrai. Mais il faut les comprendre, ils sont tellement anxieux quand ils sont à l'urgence. Et leur maladie est toujours plus grave que celle du voisin. »

Julie Sansfaçon travaille depuis 10 ans à l'urgence. Elle ne se verrait pas ailleurs dans l'hôpital.

« Ici, on sauve des vies. Nous avons plus d'autonomie que sur les étages. Nous travaillons en équipe. Infirmières, médecins, préposés, nous sommes sur le même pied. »

L'ŒIL DU MÉDECIN

À l'Enfant-Jésus, les infirmières de l'urgence ont une entente tacite avec les médecins : pas besoin d'attendre leur signature pour commencer la routine de soins d'un malade souffrant visiblement d'un problème coronarien. Avec l'accord verbal du médecin, les infirmières installent moniteur et soluté, commandent les prises de sang et l'électrocardiogramme.

Les infirmières de l'urgence pourront en outre donner un comprimé de Tyléno à un patient. Sur les étages, il faut l'autorisation du résident. Les infirmières apprécient cette autonomie. « Nous sommes le troisième œil du médecin » dit Nancy Allard. Ces initiatives des infirmières permettent d'accélérer la cadence. Les patients poireautent moins longtemps à l'urgence.

Depuis quelques années, un agent de sécurité séjourne en permanence à l'urgence. Les préposés ont des techniques pour calmer toxicomanes et patients psychiatriques en crise. « Je n'ai plus peur. À cause de l'agent de sécurité. Avec le temps, j'ai compris que les menaces verbales n'étaient pas sérieuses », dit Nancy Allard.

La journée s'annonce calme, ce vendredi d'avril. Dans la salle de l'urgence ambulatoire, seulement trois personnes attendent leur tour. Normal, parce que motos et vélos ne sont pas encore sortis, le ski est terminé. L'urgence de l'Enfant-Jésus vit au rythme des accidents saisonniers.

Tous les patients qui arrivent à l'urgence, en ambulance ou à pied, sont codés de 1 à 5, selon la gravité de leur cas, à partir de l'échelle canadienne de triage et de gravité. L'échelle propose des caractéristiques précises pour aider l'infirmière au triage à déterminer la gravité du cas du patient. « Il faut aussi de l'intuition et beaucoup d'expérience », précise Diane Lavoie, affectée au triage ambulatoire ce jour-là. Les codés « 5 », les cas moins urgents, sont avertis : l'attente sera de deux heures au moins avant de voir un médecin. Une liste des cliniques privées leur est remise. La moitié des gens décident quand même d'at-



Les infirmières d'urgence apprécient l'autonomie qui vient avec leur affectation. « Nous sommes le troisième œil du médecin », illustre Nancy Allard (au centre). Les initiatives de ces infirmières permettent d'ailleurs d'accélérer la cadence des traitements.

tendre sur place. Depuis quelques semaines, l'infirmière au triage doit obligatoirement réévaluer les patients aux deux heures pour s'assurer qu'ils ne vont pas plus mal. Les patients impatients ne sont pas toujours polis. Diane Lavoie en sait quelque chose. Certains exagéreront même leur malaise pour passer plus vite.

« Ça peut arriver. Les patients sont au courant des codes et nous demandent d'emblée à combien ils sont codés », dit-elle.

Pour Odette Tourigny, affectée aujourd'hui au triage des ambulances, « le pire, ce n'est pas de faire la différence entre un cas urgent et semi-urgent, mais de trouver une place pour les civières », dit-elle. À 10 h, c'est le calme relatif dans la salle de traumatologie où entrent les patients arrivés en ambulance.

DEMI-CIVIÈRES ET CORRIDOR

Il y a un patient dans chaque civière. Et dans chaque demi-civière. La demi-civière, c'est celle qu'on glisse dans l'espace initialement réservé pour un lit. Il y a quelques années, les infirmières ont refusé de travailler à cause de ces demi-civières. Aujourd'hui, « les demies » font partie du décor, le chiffre, 5 est même inscrit au-dessus de la tête du lit, et chaque « demie » a maintenant son cartable rouge, comme les civières régulières, dans lequel on consigne les notes de chaque patient de cet emplacement.

Parfois, c'est quatre civières qu'on met dans l'espace d'un lit.

Un nouvel arrivé bruyant coupe net le calme relatif. Crise psychotique, combinaison drogue et alcool, on ne sait trop encore. Policiers et ambulanciers tentent de le maîtriser. On devra le mettre en contention. Le préposé réussira à le calmer.

Odette Tourigny entre en trombe dans la salle de traumatologie. « Nancy, j'en ai cinq ou six sur la corde à linge. Tu peux libérer des civières? »

La corde à linge de l'urgence, ce sont les papiers autocollants indiquant les ambulances annoncées. Ces papiers alignés sur le rebord du bureau de l'infirmière au triage ressemblent effectivement à une corde à linge.

« Le 4 monte dans sa chambre, l'autre attend dans le corridor, son opération est *évaluée*. J'ai trois lits de libres », répond Nancy.

Après avoir été évalués, en attendant d'être hospitalisés ou libérés, les patients passent dans la salle d'observation... ou dans le corridor.

Neuf civières, numérotées elles aussi, longent le corridor. À un bout, un pupitre, un téléphone. C'est le poste de garde des infirmières, le poste le moins prisé. Pas de poubelle. Pas de téléphone proche, pas de sonnette pour les patients.

« Quand je vois des personnes âgées hospitalisées pour la première fois de leur vie attendre ici, je trouve ça très ordinaire », avoue Daniel Sénéchal, épuiée et scandalisée par ces civières régulières, dans lequel on consigne les notes de chaque patient de cet emplacement.

en plein corridor, qu'on lui installe une bassine, au vu de tous? L'hôpital peut être source d'humiliations.

Le calme revient dans la salle de traumatologie. Nancy Allard en profite pour reconforter M^{me} Beaubien. Elle a fait une crise d'angine à la maison. Ses pilules l'ont soulagée et, la crise passée, elle a quand même appelé l'ambulance. « Beaucoup de gens viennent à l'urgence juste pour se faire rassurer. Si je change de métier un jour, je ferai de l'éducation auprès des malades chroniques pour leur expliquer leur maladie », dit Nancy Allard.

Les infirmières de l'urgence se perçoivent comme différentes de leurs collègues des étages. Elles sont tissées serrées, l'esprit d'équipe compte encore plus qu'ailleurs. « Il faut beaucoup de caractère pour travailler à l'urgence. Nous sommes très revendicatrices », dit Julie Sansfaçon.

On y fait beaucoup d'heures supplémentaires. Hier soir, par exemple, deux filles de soirée ont continué jusqu'à 6 h 30.

Pour réussir à avoir des équipes complètes de travail, les exigences sont passées de deux ans à 10 mois d'expérience, avec une formation spécifique de trois semaines. Cela inquiète les infirmières. Une infirmière inexpérimentée exige des anciennes « de jouer à la mère », comme elles disent.

Une trentaine d'ambulances arrivent chaque jour à l'urgence de l'Enfant-Jésus. Les périodes d'accalmie ne se comptent pas en jours ou en heures, mais en minutes.

« Ici, on sauve des vies. Nous avons plus d'autonomie que sur les étages. Nous travaillons en équipe »

HÔPITAL

Suite de la Une

Une infirmière surveille ces six patients. Les coûts de cette urgence-2 ne sont pas prévus dans le budget de l'hôpital et de semblables imprévus expliquent, en partie, les déficits budgétaires annuels.

Infirmière coordonnatrice, France Sirois est responsable de la bonne marche de l'hôpital durant la nuit. Les infirmières des différentes unités de l'hôpital ont recours à elle, en cas de pépin. Pendant son quart de travail, elle fait la tournée des unités. Quand c'est nécessaire, elle donne un coup de main aux collègues débordées.

Car des imprévus sont toujours possibles, la nuit. Comme la fin de semaine dernière où il a fallu organiser un prélèvement d'organe, et l'autre soir où il a fallu ranimer d'urgence deux patients dont le cœur avait cessé de battre. Les codes 99 sont toujours stressants.

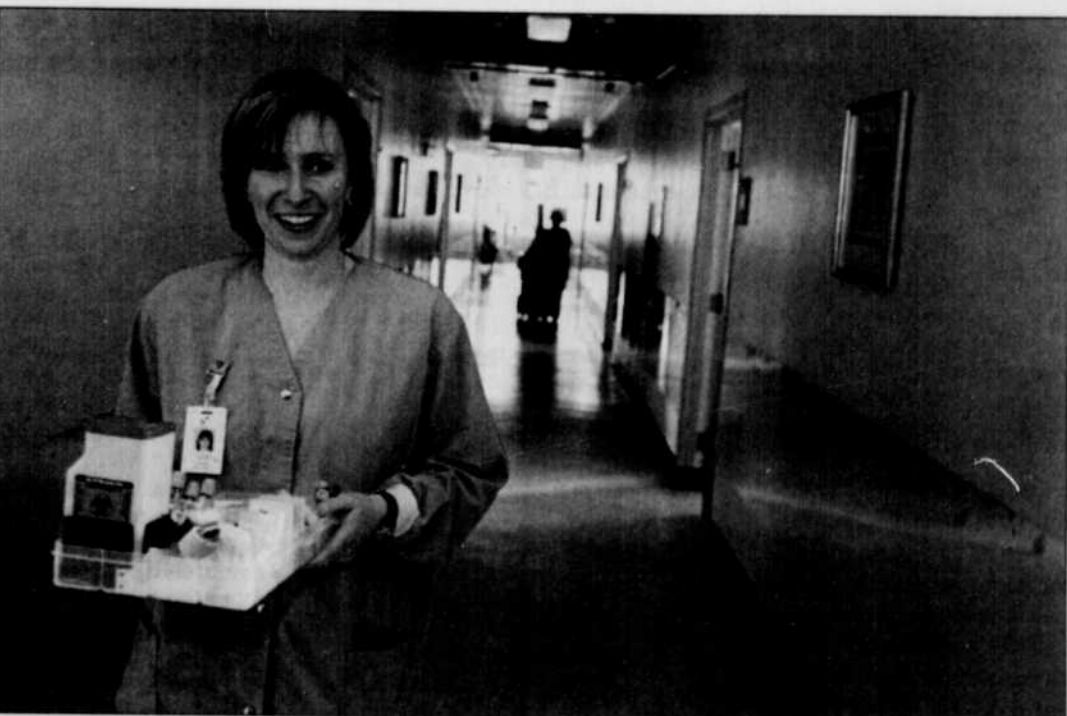
Il est minuit. La septième nuit de France Sirois à l'hôpital. Son quart de travail débute par un problème de manque d'infirmière à l'unité de chirurgie. L'unité d'urologie ne peut y envoyer une infirmière comme prévu, parce qu'un patient est en hémorragie. « Je sais que les infirmières de chirurgie auront plus de travail cette nuit, mais je n'ai pas le choix de répartir l'effectif ainsi », dit-elle.

À l'unité des soins intensifs, un patient exige, à lui seul, la présence d'un infirmier à son chevet. Dialysé, sous respirateur, ce patient transféré de Rivière-du-Loup est entouré d'un appareillage sophistiqué qui le garde en vie et qui demande une surveillance constante. Il a 80 ans. « L'âge n'est plus un critère. Ce patient reçoit le traitement maximal », dit France.

ON NE SE TOURNE PAS LES POUCES

Les patients dorment, donc les infirmières se tournent les pouces? Faux! protestent tous les infirmières (et infirmiers) rencontrés cette nuit d'avril.

Bien sûr, il y a moins de va-et-vient. Bien sûr, il n'y a pas les changements de médication ou de traitement toujours stressants à observer. Bien sûr, la plupart des patients dorment. Mais les équipes de nuit sont réduites. « Et il n'y a pas d'heures pour les complications des patients. À l'unité des soins intensifs, il faut donner des soins 24 heures sur 24 », explique Claudine Dupont.



Les corridors peuvent être presque vides, les infirmières affectées au quart de nuit n'en travaillent pas moins : beaucoup de patients, même endormis, demandent des soins.

À l'unité coronarienne, par contre, « on regarde la télé », lance, moqueuse, Ghislaine Beaumont. À tour de rôle, les infirmières surveillent le rythme cardiaque des patients par l'intermédiaire d'un moniteur. Non seulement celui des patients de l'unité, mais de tous ceux de l'hôpital qui sont branchés sur un moniteur cardiaque.

À toutes les heures, il faut prendre les signes vitaux des patients hémodynamiques et des nouveaux opérés. D'autres devront être retournés aux deux heures, d'autres encore doivent prendre des médicaments, même la nuit. Et il y a toujours ces patients malcommodes ou anxieux, à rassurer. Les pires sont les alcooliques ou les toxicomanes sevrés pour cause d'hospitalisation.

« Quand les patients sont stables, oui on court moins. Mais ça ne prend pas grand-chose pour nous mettre dans le jus », dit l'un. Les nuits passent toujours vite. D'autant plus qu'elles sont courtes. Déjà à 5 h 30, l'activité reprend sur les étages. Signes vitaux à prendre, solutés à installer, drains de plaies à vider, pansements à changer, dossiers à compléter, patients à préparer pour la dialyse. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, beaucoup d'infirmières et d'in-

firmiers travaillent de nuit par choix. Il y a des avantages professionnels et personnels, expliquent-ils.

« C'est plus avantageux avec les enfants. Je peux faire des activités avec eux », dit l'infirmier Jocelyn Roy. « C'est vrai, et on a plus d'autonomie la nuit... et pas de toilette des patients à faire », ajoute Claudine Dupont. L'infirmière appellera le résident de garde en dernier recours.

Blanche Fèvre travaillait de soir, de 16 h à minuit, elle est revenue au travail de nuit. « Les enfants et mon mari n'en pouvaient plus de ne jamais me voir. Je ne voulais pas travailler de jour, alors je suis revenue de nuit. Le travail de nuit permet de suivre des cours, d'aller au spectacle... »

Chez les infirmières et infirmiers de nuit, le sommeil est une obsession. « C'est la première chose qu'on se demande entre nous. As-tu bien dormi? » remarque Blanche Fèvre.

Certains dorment en deux temps : un peu en arrivant du travail, quelques heures avant de venir travailler.

Édith, une jeune infirmière de l'urgence, trouve que « travailler la nuit, ça change le rythme de vie. Et dormir le jour, c'est pas pareil comme dor-

mir la nuit ». Le secret selon France Sirois, c'est de ne pas compter les heures de sommeil. Certains métabolismes se contentent de quatre ou cinq heures, et peu de gens utilisent des somnifères, affirme-t-elle.

N'empêche que plusieurs ont dû cesser le travail de nuit, parce qu'elles dormaient de moins en moins, avec le temps. Encore doivent-elles attendre l'ouverture d'un poste. Ou se contenter d'un poste à temps partiel.

Curieusement, affirme France Sirois, toutes proportions gardées, les infirmières de nuit s'absentent moins que celles de jour.

Finalement, la nuit aura été calme. La greffe de rein a eu lieu comme prévu, à 4 h 15. Comme la technicienne en anesthésie et les deux infirmières du bloc opératoire ont travaillé jusqu'à minuit, elles ont décidé de dormir quelques heures à l'hôpital, avant de reprendre le travail pour la greffe de 4 h 15. France les a réveillés comme convenu.

À l'urgence, la nuit a été plutôt calme. Un patient en attente admission à l'urgence-2 est décédé. Une patiente qui n'a pas eu le temps de se rendre à la toilette s'est échappée sur les soliers de l'infirmière qui la supportait. Merde!

L'énergumène qui vociférait des menaces parce que le médecin lui refusait des médicaments a changé d'hôpital. Le train-train nocturne habituel, quoi. Les pires nuits sont les premières du mois : à la sortie des chèques de sécurité sociale correspond les soirées arrosées (un euphémisme!) et les clients qui cherchent une place pour dormir.

Les infirmières de l'urgence ont connu dans le passé leur lot de violence : téléphone arraché, plexiglas de l'accueil éclaté. Elles sont les seules à refuser de se faire photographier, parce que, disent-elles, les clients les reconnaissent dans la rue.

La nuit de France Sirois achève, il est 7 h 30. Elle se termine comme elle a commencé : par la recherche de remplaçants pour la journée qui commence. « Je gère le zéro », murmure-t-elle. Elle vérifie à l'ordinateur. Liste vide. Personne en poste ne veut étirer sa nuit jusqu'à midi. Les 25 infirmières de l'équipe volante seront assignées là où les absences sont plus criantes. Les chefs d'unité feront des appels à leur arrivée. Ouf! à 8 h 15 tout est réglé. Sauf à l'unité des soins ambulatoires : les infirmières s'occuperont de huit patients au lieu de sept. Chaque lever du jour est un quasi-miracle, à l'hôpital.

LE QUÉBEC ET LE CANADA

Décès de l'ancienne présidente du Sénat, Renaude Lapointe

MONTRÉAL (PC) — Le bureau du premier ministre Jean Chrétien a annoncé samedi le décès de l'ancienne présidente du Sénat, Renaude Lapointe.

M^{me} Lapointe est décédée à l'âge de 90 ans. La cause de son décès demeure inconnue.

Née à Disraeli en 1912, elle fut une des premières femmes journalistes au Québec. Elle œuvra au quotidien LE SOLEIL entre 1939 et 1959 avant de devenir éditorialiste à La Presse.

Présidente du Sénat en 1979-1980, elle est la première Canadienne française à accéder à cette fonction. Elle avait été nommée compagnon de l'Ordre du Canada en 1989.

Le premier ministre Chrétien a of-

fert ses condoléances aux proches et à la famille de M^{me} Lapointe.

Il a également souligné, par voie de communiqué de presse, que l'engagement de M^{me} Lapointe avait « toujours été inspiré par sa volonté de servir son pays et ses concitoyens ».

« Elle a aussi fait figure de pionnière en tant que membre du Groupe des 78, qui a signé en 1982 une déclaration commune sur la politique étrangère du Canada, une déclaration qui voulait placer l'aide aux plus démunis de la terre au centre de l'action internationale de notre pays. »

Cette cause, comme bien d'autres qu'avait à cœur Renaude Lapointe, demeure d'actualité aujourd'hui », a ajouté M. Chrétien.



M^{me} Renaude Lapointe

C.S. ANGLOPHONES

Faire plus avec moins

Pour ramener le plaisir dans la salle de classe

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

Confrontées à des coûts plus élevés, les commissions scolaires anglophones se sont réunies pendant trois jours à Québec, question de trouver des solutions pour faire plus avec moins, tout en gardant le sourire.

« On veut ramener le plaisir dans la salle de classe », lance d'entrée de jeu Myra Kestler, qui siège à la commission scolaire Riverside sur la rive sud de Montréal et qui a participé à l'organisation du congrès annuel. Pour ce faire, 460 personnes représentant toutes les commissions scolaires anglophones ont accepté de venir partager leurs idées pendant trois jours au Château Frontenac.

Jim Munro, de la même commission scolaire, explique les difficultés particulières que rencontrent les écoles anglophones par le fait que les élèves sont plus dispersés sur le territoire. « C'est plus difficile pour nous de réaliser des économies d'échelle sur le transport par exemple. Il faut trouver d'autres solutions. Il faut innover, tout en gardant le sourire ! »

Ainsi, les représentants se sont donné comme mot d'ordre de travailler à un meilleur partage de leurs ressources. « Nous avons une solidarité et un esprit de communauté particulier dû

au fait que nous sommes moins nombreux et que nous vivons les mêmes situations », argue Carol Marriotti, une autre organisatrice de la conférence et directrice de la Centennial Regional High School de Greenfield Park.

Les problèmes rencontrés par les commissions scolaires anglophones rejoignent parfois ceux des francophones. C'est le cas des infrastructures et des bâtiments qui tombent en ruine et dont personne ne veut — ou peut — assumer la facture. Quant aux classes traditionnellement moins remplies chez les anglos, il semble que le vent soit en train de changer. « La population ne cesse de croître et nous devons aller chercher les élèves toujours plus loin. Nous prévoyons d'ailleurs bâtir un nouvel édifice pour 2003 à cause de la hausse des inscriptions », explique M. Munro.

Les participants ont même reçu la visite de Sylvain Simard, ministre de l'Éducation, qui a reconnu le sous-financement du réseau d'éducation et des écoles anglophones. Il a promis de faire son possible pour obtenir un plus grand part du gâteau du budget de la province. « Il a dit des choses très encourageantes, reste à voir avec quelle volonté il va se battre devant le Conseil du Trésor », réplique M. Munro.

GROUPEACTION

Alfonso Gagliano a été approché

TORONTO (PC) — Les dirigeants de deux agences de publicité québécoises, qui ont obtenu la part du lion du programme de commandite du gouvernement fédéral, avaient été approchés personnellement l'ancien ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, afin de lui soumettre des idées, a rapporté samedi le *Globe and Mail*.

Jan Brault, président de Groupaction, et Claude Boulay, qui assume la présidence du Groupe Everest, ont tous deux rencontré M. Gagliano afin de discuter de publicité, de commandite et de campagnes publicitaires, ont affirmé certaines sources au quotidien torontois.

Selon ces sources, lorsque M. Brault a, par exemple, souhaité proposer une campagne de plusieurs millions de dollars en vue des Jeux olympiques de Nagano, ayant eu lieu en 1998, il s'est rendu au bureau de l'ex-ministre afin d'en parler. Le contrat relatif à cette campagne a par la suite été accordé à Groupaction.

Des personnes au courant de ces entretiens ont confié au *Globe and Mail* que MM. Brault et Boulay s'étaient rendus à Ottawa à maintes reprises afin de soumettre divers projets à M. Gagliano et Joseph Charles Guité, haut fonctionnaire responsable de la publicité fédérale. Ces sources ont précisé que certaines de ces présentations avaient eu lieu le midi, au bureau de M. Gagliano, tandis que ce dernier prenait son repas.

L'ancien ministre a toujours maintenu ne pas avoir été impliqué dans le processus d'octroi de contrats de publicité et de commandite aux deux entreprises québécoises, et que les sous-traitants choisis l'avaient été par des responsables au terme d'appels d'offres.

Conjointement, Groupaction et le Groupe Everest ont hérité de 63 % du programme de commandite du gouvernement fédéral, de 40 millions \$ par année, et ce, en dépit du fait que la réglementation fédérale interdisait au gouvernement d'en attribuer plus de 25 % à une seule et unique entreprise, ont indiqué en 2000 des vérificateurs du ministère des Travaux publics.

SONDAGE SOM-LE SOLEIL-LA PRESSE

Péquistes et libéraux un brin sceptiques

Le PQ se fait modeste face à un mécontentement qui conforte le PLQ

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ Péquistes et libéraux sont loin de paniquer devant la montée de l'Action démocratique du Québec, que suggère le sondage conduit pour LE SOLEIL et La Presse. Les deux camps ne cachent pas leur scepticisme face à certains résultats.

Hier, la vice-présidente du Parti québécois, Marie Malavoy, a été appelée à commenter une enquête d'opinion aux données catastrophiques pour sa formation politique.

Selon SOM, le parti qui dirige le Québec aurait fini troisième si une lutte électorale avait eu lieu en mai. Il aurait même terminé deuxième auprès de l'électorat francophone, huit points derrière l'ADQ de Mario Dumont (à 35,6%), et deux petits points devant le PLQ de Jean Charest. Le taux de satisfaction du gouvernement serait à 33%.

M^{me} Malavoy a laissé entendre que ses relevés internes sont bien moins pessimistes. Elle a suggéré qu'une des questions comporte peut-être un biais.

« Habituellement, on demande aux gens s'ils sont satisfaits ou pas du gouvernement. » SOM a suggéré de juger la performance des six derniers mois. « Quand on dit cela, on accroche les remous connus depuis janvier, les démissions, le remaniement ministériel, la discussion sur les lobbyistes. » La vice-présidente du PQ croit que le gouvernement a une meilleure cote que celle donnée par SOM.

Au PQ, on estime que le gouvernement a une meilleure cote que celle indiquée

M^{me} Malavoy a tenu à dire qu'elle ne rejette pas en bloc les données. « La pire chose est de dire que tout ça n'est pas vrai. Dans le sondage, il y a des messages à capter. Il faut être capable de dire ce qu'on peut tirer de cette perception et ajuster notre tir. »

Le sondage porte, par ailleurs, un jugement « sur la perception de ce que nous faisons comme gouvernement, a noté la vice-présidente. L'ADQ est jugée sur ce qu'elle fait miroiter ».

Il faut s'attendre à ce que le Parti québécois attaque le programme adéquate. M^{me} Malavoy a donné l'exemple du versement d'une aide aux parents, en leur donnant la liberté d'envoyer ou de ne pas recourir aux places en garderie à 5 \$. « Le libre choix aux parents, je sais que c'est un débat de société. Il faut en voir les conséquences, en particulier pour les femmes qui ont gagné leur

autonomie financière au cours des ans. Il faut savoir qui va payer pour les politiques de l'ADQ. »

L'organisateur en chef du Parti libéral du Québec a pris soin de dire qu'il accueille avec beaucoup de réserve les chiffres dévoilés par SOM. Mais une tendance claire émerge, a soutenu Pierre Bibeau.

« Ce gouvernement tombe. Il est à se désintégrer au niveau de l'opinion publique. Nous l'avons vu dans Saguenay (remportée par l'ADQ) et dans Anjou (gagnée par le PLQ). Si le PQ est vraiment troisième (dans les intentions de vote), ce serait une première au Québec pour un gouvernement en exercice. »

CHEZ LES FRANCOPHONES

L'organisateur politique s'est cependant inscrit en faux contre certaines données du sondage. « Qu'on nous classe troisième chez les francophones, cela me fait sourire. Cela m'indique tout de même que nous avons du travail à faire. »

« Je ne veux pas démolir la firme de sondage, mais je constate qu'elle a été extrêmement prudente en refusant de répartir les indécis », un bloc de 8,7 % des répondants.

Le stratège a ainsi pointé vers le fait que les indécis vont majoritairement vers le Parti libéral du Québec. M. Bibeau a aussi affirmé que bien que ses sondages internes font état d'un mécontentement populaire, il doute que le taux de satisfaction soit aussi bas que celui mesuré par le sondeur.

L'instantané publié hier l'invite cependant à ne rien ménager pour que la machine électorale libérale soit prête à une élection générale dès l'automne.

Bernard Landry pourrait être tenté « d'aller plus vite pour ne pas donner à l'ADQ le temps de s'organiser », a-t-il analysé.

Dans une telle éventualité, aucune des 125 circonscriptions « n'est inaccessible au PLQ ». Il caresse même l'idée de battre dans Abitibi-Ouest, François Gendron, le vétéran péquiste qui siège depuis 25 ans à l'Assemblée nationale.

Malgré sa réserve, le PLQ ne peut s'empêcher de jubiler

Droit de cité à l'armée



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Les rues du Vieux-Québec ont été le théâtre hier d'un spectacle particulier et un brin anachronique. En effet, la Ville de Québec a accordé le droit de cité au cinquième Groupe-brigade motorisé du Canada, une tradition qui remonte au XVI^e siècle, à l'époque où les villes faisaient la fine bouche sur ceux qui y pénétraient. Obtenir le droit de cité et de circuler avec tambours, armes et drapeaux était donc pour une unité militaire un grand privilège. C'est donc grâce à cette reconnaissance que plus de 1000 militaires suivis de blindés ont pu défilé dans les rues du Vieux-Québec, sous le regard fasciné et parfois perplexe des passants. La cérémonie officielle s'est déroulée devant l'hôtel de ville. M.M.

La correction de la vision au laser

Technologie et expérience à votre service

EXAMENS D'ÉVALUATION SANS FRAIS

Prix à partir de **1095\$** par œil en PRK

En vigueur jusqu'au 31 mai 2002

La clinique d'expérience!

« Tout ce que vous devez savoir sur les nouvelles techniques en chirurgies réfractives »

Soirées d'information: Les 15 et 29 mai 2002
Inscrivez-vous
www.laser.ca



Dr Ghislain Boudreau, ophtalmologiste

Dr Dominique Meyer, ophtalmologiste

LASER VISUEL DE QUÉBEC

683-7999

**mazda L'ÉVÉNEMENT
le printemps
S'ÉCLATE**



« Les meilleurs achats de leur catégorie »
Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

0 \$

AUCUN PAIEMENT AVANT
90 JOURS[†]
AU FINANCEMENT À L'ACHAT[†]



« La voiture de l'année »
Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

Mazda Protegé5 2002

Équipée pour l'action: • Roues de 16 po en alliage • Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Compte-tours • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Ensemble GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards • Essuie-glace de lunette • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et télédéverrouillage • Indicateurs du tableau de bord à fond blanc • Et plus encore

Louez à partir de

249 \$

OU obtenez

1,9 %[†]

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995\$

DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

« La voiture la plus vendue
au Québec en 2001 »[†]

Meilleure voiture
économique



Association des Journalistes
Automobile du Canada



Mazda Protegé SE 2002

Louez à partir de

189 \$

OU

obtenez

1,9 %[†]

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995\$

Équipée pour le plaisir: • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 4 haut-parleurs • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrière • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Et plus de 60 autres caractéristiques de série

Puissant moteur de 2 L et 130 ch de série sur les modèles LX et ES

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.

ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda

www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

* Rapport de l'IRMC.

† Financement consenti aux particuliers par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Offre de financement également disponible sur les Protegé LX et ES 2002 neuves. Autres taux de financement disponibles. †† L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat seulement sur toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 90 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. * Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda Protegé5 2002 (modèle 5S15528A00) et des Mazda Protegé SE 2002 (modèle 5A4XMS28A00) neuves. Comptant initial au échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 300\$ (Protegé5) et de 250\$ (Protegé SE) exigés. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada Inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 18 mars 2002.



LE MONDE

Anticastroistes divisés sur le voyage de Carter

MIGUEL ENESCO
Agence France-Presse

MIAMI, Floride — La diaspora anticastroiste résidant aux États-Unis est divisée sur le voyage de l'ancien président américain à Cuba : certains craignent qu'il légitime le régime de Fidel Castro, d'autres s'attendent à une amélioration du respect des droits de l'homme.

Plus d'un million de Cubains vivent aux États-Unis, pour la plupart en Floride, venus en vagues successives à la suite de l'accession au pouvoir de Fidel Castro en 1959, et la plupart sont ouvertement anticastroistes.

Beaucoup d'entre eux ont acquis la nationalité américaine, font de la politique et forment à Washington un puissant lobby d'opposition au régime cubain.

Ainsi, deux parlementaires républicains d'origine cubaine ont écrit au mois de mars au

président George W. Bush pour lui demander d'interdire le voyage de l'ancien président démocrate, attendu aujourd'hui à La Havane.

« Nous vous demandons instamment que l'autorisation de ce voyage soit refusée, car cette visite donne une légitimité à la dictature de Castro, qui est en état d'échec », écrivaient alors Ileana Ros Lehtinen et Lincoln Diaz-Balart, deux élus de Floride.

INCOMPRÉHENSION ET COLÈRE

Cette démarche a échoué, et la visite de Carter suscite l'incompréhension, voire la colère des plus radicaux des anticastroistes.

« Carter veut lever les sanctions contre Cuba pour que Castro continue à violer les droits de l'homme. Au mieux, il fait preuve d'une naïveté dangereuse », a déclaré la directrice du Conseil pour la liberté de Cuba (CLC), Ninoska Pérez Castellon.

« Il est inconcevable que vous (Carter) qui êtes un précurseur dans le domaine de la défense des droits de l'homme, demandiez que les États-Unis tendent une main amicale à un individu qui a écrasé les droits de 12 millions de personnes », a écrit pour sa part un autre dirigeant du CLC, Luis Zuniga, dans une lettre ouverte à l'ex-président publiée par le *Nuevo Herald* de Miami.

Jimmy Carter, ouvertement opposé à l'embarco américain imposé à Cuba depuis 1960, est le plus haut dignitaire américain à se rendre dans l'île depuis le triomphe de la révolution en 1959 et l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro.

Le principal mouvement de la diaspora anticastroiste, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), a cependant affiché un certain espoir quant aux résultats de ce voyage.

« Nous espérons que sa visite aura plus de signification pour les opprimés que pour les oppresseurs », a fait valoir une délégation de FNCA

qui a rencontré Jimmy Carter avant son départ.

D'autres sont encore plus optimistes, comme Eloy Gutierrez Menoyo, qui a passé 22 ans dans les geôles cubaines avant d'être libéré en 1986. « Carter, le meilleur ambassadeur qui puisse aller sur l'île, peut contribuer à dégeler les relations entre les É.-U. et Cuba », a-t-il affirmé.

Mais l'influence que pourra réellement exercer Carter sur Fidel Castro reste une inconnue. Jaime Suchlicki, directeur de l'Institut d'études cubano-américaines à l'Université de Miami, se montre pessimiste.

« Beaucoup ont essayé et ont échoué », dit-il, en rappelant les voyages du pape Jean-Paul II, des anciens présidents mexicain et vénézuélien José Lopez Portillo et Carlos Andrés Pérez, ainsi que les premiers ministres espagnols Felipe Gonzalez et José Maria Aznar.

« Le défi semble difficile à relever pour Carter », conclut-il.

Tsahal hésite !

L'armée israélienne diffère l'assaut sur la bande de Gaza, l'état-major craignant de trop lourdes pertes

MARC JOURDIER
Agence France-Presse

■ JÉRUSALEM — L'état-major israélien était divisé hier, réfléchissant par deux fois avant de lancer une offensive contre la bande de Gaza, plusieurs officiers supérieurs craignant que son prix soit trop élevé.

L'armée avait retardé vendredi soir le déclenchement d'une telle offensive, dont le principe avait été arrêté la veille lors d'une réunion du cabinet de sécurité, après l'attentat suicide meurtrier de mardi soir à Rihon-le-Tzion, revendiqué par le mouvement islamiste Hamas.

Au sein même du commandement supérieur, on expliquait ce report par la perte de l'effet de surprise, à cause des fuites dont ce plan avait fait l'objet dans la presse du fait de certains ministres trop bavards.

Mais cette présentation des faits « n'est qu'un prétexte », estime Reuven Pedatzur, spécialiste israélien des questions militaires et stratégiques.

« Il y a des divergences au sein de l'armée, dit-il, de nombreux officiers supérieurs pensent qu'il est impossible d'atteindre les objectifs impartis en entrant dans la bande de Gaza à cause du nombre démesuré de morts et de blessés que cela entraînerait dans chaque camp. »

Selon lui, « maintenant que les Palestiniens se sont préparés (à l'offensive) et les chefs du Hamas se cachent, si le but est de capturer les dirigeants de ce mouvement, la seule façon d'y parvenir est d'occuper toute la bande de Gaza. »

Le général de réserve Yomtov Samia, ancien commandant de la région militaire sud (qui comprend la bande de Gaza), a prévenu que l'armée aurait à faire face à une situation « bien pire » que celle de Jénine si elle entrait dans les camps de réfugiés surpeuplés de la bande de Gaza. Elle devait, selon lui, se frayer un chemin dans le labyrinthe d'habitations resserrées.

Plusieurs membres de l'état-major sont du même avis.

Lors de l'occupation du camp de Jénine (nord de la Cisjordanie) début avril, les pertes et les dommages extrêmement lourds infligés aux Palestiniens avaient fortement ému la communauté internationale, qui avait exhorté Israël à cesser ces opérations.



Des miliciens palestiniens de la Résistance populaire, un mouvement proche de M. Yasser Arafat, inspectent les ruelles en labyrinthe du camp de Jabalaya, dans la bande de Gaza, important camp de réfugiés dont la capture par les Israéliens serait plus difficile et meurtrière que celle de Jénine, en Cisjordanie, le mois dernier.

Les Israéliens avaient surtout été frappés par la mort de 23 de leurs soldats, chiffre qu'ils considèrent comme beaucoup trop élevé.

Vendredi, le ministre de la Défense Binyamin Ben Eliezer a réexaminé avec l'état-major le plan de l'opération contre Gaza.

Lors de cette réunion, le chef d'état-major, le général Shaoul Mofaz, partisan d'une politique de poigne, et le général Doron Almog, commandant de la région militaire sud, ont plaidé pour une vaste offensive au risque de déclencher un tempête de protestations internationales.

Mais l'état-major a finalement adopté un plan modifié comportant des opérations ponctuelles et limitées et pas d'occupation sur le terrain.

Pour M. Pedatzur, il est « impossible d'agir comme il y a 30 ans » quand l'actuel premier ministre israélien Ariel Sharon commandait la région sud et parvenait à briser la résistance palestinienne par des attaques de commandos et le percement par des bulldozers de larges voies dans les camps de réfugiés de la bande de Gaza.

« Maintenant, la situation est complètement différente », dit-il, rappelant que, « à l'époque, les Palestiniens n'avaient pas d'armée » et qu'ils ne disposaient pas de leur arsenal actuel, estimé à plus de 15 000 armes dans la seule bande de Gaza.

En fait, estime M. Pedatzur, l'état-major ne sait pas quoi faire », mais, ajoute-t-il, « tout nouvel attentat terroriste pourrait les décider à agir. »

Canadienne détenue

■ OTTAWA — Une jeune cinéaste canadienne, qui a passé plusieurs jours dans l'église de la Nativité à Bethléem, où étaient retranchés quelques 200 Palestiniens, est détenue par les autorités israéliennes, a indiqué le ministère canadien des Affaires étrangères. Jackie Soohen était entrée le 2 mai dans la basilique avec un groupe de militants pour la paix américains, auquel elle appartient. À la fin du siège vendredi, « ils ont été arrêtés, mis en détention et les autorités ont annoncé qu'ils seraient déportés », a affirmé un porte-parole du ministère, Oussamah Tamim. (AFP)

EN BREF

FLORIDE

Mystérieuse collision aérienne

■ TAMPA, Floride — Les garde-côtes et la marine américaine ont interrompu leurs recherches pour retrouver deux avions militaires s'étant abîmés dans le golfe du Mexique mercredi, et les sept personnes portées disparues sont présumées mortes, a-t-on indiqué samedi de source militaire. « L'effort de recherche et de sauvetage est épuisé », a confirmé un porte-parole de la US Navy, Ron Steiner, interrogé par téléphone. L'équipage des deux avions comprenait six Américains et un Saoudien, Amarak Al-Ghamdi, un pilote instructeur. Trois personnes étaient à bord d'un avion, quatre dans l'autre. Selon un porte-parole militaire, Ron Westlake, les deux appareils ont disparu en même temps des écrans radar. Les deux appareils, des bimoteurs T-39 Sabreliner, s'étaient abîmés mercredi soir dans le golfe du Mexique près de la Floride à l'occasion d'une mission d'entraînement, pour une raison inconnue et sans que les équipages n'aient signalé un quelconque problème. Des restes de fuselage avaient été aperçus à 65 km de Pensacola (Floride), leur base d'attache. « Malheureusement, nous n'avons vu aucun signe de vie », a indiqué M. Makowiak. (AFP)

ITALIE

Tentative d'attentat dans le métro de Milan

■ MILAN — Une tentative d'attentat au moyen d'une bombonne de gaz a été perpétrée hier soir dans le métro de Milan et des inscriptions en arabe et en italien ont été découvertes, a-t-on appris ce matin de source policière. L'action s'est produite vers 22 h 30 dans la station de métro de la cathédrale de Milan. Le ou les terroristes avaient ouvert le gaz d'une bombonne d'une trentaine de kilos et mis le feu, mais les agents du métro sont rapidement intervenus et sont parvenus à l'éteindre. La police antiterroriste italienne a été chargée de l'enquête après la découverte d'une revendication dans une poubelle située à quelques centaines de mètres. Le texte écrit en arabe et en italien dit : « Nous combattons pour la cause d'Allah et nous ne cesserons pas tant que vous ne vous serez pas mis à adorer un seul dieu. Dieu est grand », a indiqué la police. La première partie du texte est en italien et seule la dernière phrase est écrite en arabe, a précisé la police. (AFP)

Campagne électorale interrompue aux Pays-Bas

HERVÉ CLERC
Agence France-Presse

LA HAYE — La campagne électorale, suspendue après l'assassinat du chef populiste Pim Fortuyn, ne reprendra pas aux Pays-Bas où la plus grande incertitude demeure sur l'issue du scrutin de mardi.

Les dirigeants des principaux partis politiques ont décidé vendredi soir de ne pas reprendre les réunions interrompues lundi après l'assassinat de Pim Fortuyn. Cette décision met fin à un débat qui s'était engagé dans le monde politique sur une reprise « modeste » du débat à quelques jours du scrutin.

Hier matin, les principaux journaux titraient sur les « adieux massifs » de la population à Fortuyn. Des milliers de personnes se sont rassemblées vendredi à Rotterdam le long du cortège funéraire qui a traversé la ville depuis le pont Érasme, le plus grand de la ville, jusqu'à la ca-

thédrale.

Dans une démonstration d'unité d'autant plus impressionnante que Pim Fortuyn avait été de son vivant un personnage très controversé, les principaux chefs politiques, dont le premier ministre travailliste Wim Kok, ont assisté à une cérémonie religieuse à sa mémoire.

« Les réactions à la mort de Fortuyn constituent un message que tout le monde politique de La Haye doit prendre en compte », a déclaré M. Kok à la télévision. « Il nous faut regagner vote par vote la confiance ébranlée. »

Pim Fortuyn, un professeur de sociologie flamboyant et charismatique, qui affichait ouvertement son homosexualité, n'appartenait pas au sérail politique de La Haye venu dans la classe politique, il avait fait de l'immigration et de la lutte contre la délinquance l'axe central de son message électoral.

Après son assassinat, un militant radical de la

cause animale a été arrêté par la police et écroué. Volkert van der Graaf, 32 ans, a refusé de collaborer avec les enquêteurs. Il a pris trois avocats pour le défendre, dont Britta Bohler, qui avait défendu le chef kurde Abdullah Ocalan.

En l'absence de sondages, suspendus en même temps que la campagne électorale, il est impossible de prendre une mesure exacte de l'opinion.

SÉISME POLITIQUE

Selon le journal intellectuel de centre gauche *NRC Handelsblad*, qui a mené mercredi dernier sa propre enquête d'opinion, le soutien au parti de Fortuyn, la Liste Pim Fortuyn (LPF), serait en diminution.

D'autres commentateurs estiment au contraire que la vague émotionnelle soulevée aux Pays-Bas par l'assassinat de Fortuyn pourrait non seulement porter la LPF au Parlement, ce qui était de toute façon attendu, mais en faire le premier parti de la Chambre basse lors des élections de mercredi.

Possible séisme politique au scrutin de mardi

MATERNITÉ PATERNITÉ

ET DES ENFANTS

AU MÉGA-PARC DES GALERIES DE LA CAPITALE DU 16 AU 19 MAI 2002

L'ÉVÉNEMENT DE L'ANNÉE POUR LA FAMILLE

C'est en effet le 9^e Salon MATERNITÉ-PATERNITÉ (et des enfants), dans le cadre de la Semaine québécoise des Familles. C'est gratuit pour tous. Cent cinquante exposants seront sur place pour donner toute l'information concernant la grossesse, la santé de toute la famille, l'alimentation, l'éducation (bourses d'études) et les services de toutes sortes pour la famille. Des professionnels de nombreux ministères, institutions et compagnies privées vous y attendent. Ils ne demandent qu'à répondre à vos nombreuses questions pour vous renseigner adéquatement face aux besoins de la famille des années 2000 !

JEUX ET DÉGUSTATIONS

Des aires de jeux sont aménagées pour les enfants en bas âge et ceux un peu plus âgés. De plus, il y a tous les manèges du Méga-Parc des Galeries de la Capitale.

Des aires de repos, une salle d'allaitement et des tables à langer sont également prévues pour bébés et mamans ! D'ailleurs, Mini-gourmet offre gratuitement ses repas au « resto » des tout-petits ! Des dégustations de divers produits sont proposées par plusieurs exposants, pour le plus grand plaisir des jeunes et des moins jeunes.

ANIMATION CONTINUELLE

L'animation est continue sur la patinoire du Méga-Parc des Galeries de la Capitale où sont regroupés les exposants. Des mascottes se promènent dans le Salon pour le plus grand plaisir des tout-petits.

SPECTACLES

De nombreux spectacles sont au programme tous les jours sur la scène principale ainsi que de l'animation de foule. Voilà autant de bonnes raisons de visiter le Salon MATERNITÉ-PATERNITÉ (et des enfants).

N'avons-nous pas raison de dire que c'est l'événement de l'année pour la famille à Québec !



SPECTACLES ET ANIMATION CONTINUELLE

Le Salon MATERNITÉ-PATERNITÉ et des enfants présente des spectacles de qualité et une animation professionnelle tout au long des quatre jours de l'événement, soit du jeudi 16 mai au dimanche 19 mai 2002.

Les Productions AZUR présenteront des spectacles clownesques et des spectacles de magie sur la scène principale. Voir l'horaire complet ci-après.

De plus, les Productions AZUR feront de l'animation de foule, parmi les visiteurs et exposants, durant tout l'événement, du 16 au 19 mai. Les heures d'ouverture du Salon sont de 10h à 21h jeudi et vendredi et de 10h à 17h samedi et dimanche.

Le samedi 18 mai, vous assisterez à un spectacle unique de l'Orchestre cadet de l'école St-Michael de Kemptville en Ontario.

Il y aura aussi un récital tous les jours d'une jeune chanteuse du nom de Kumara Ray.

Sans oublier bien sûr, les nombreux manèges du Méga-Parc des Galeries de la Capitale, le Théâtre Imax, les cinémas Famous Players et les centaines de marchands des Galeries de la Capitale.



Vous attendez un bébé...

- Suivi de grossesse
- Accouchement
- Suivi postnatal à domicile avec une sage-femme

L'équipe de la maison de naissance Mimosa est là pour vous

Soirée d'information le 1^{er} mercredi de chaque mois et soirée spéciale le 21 mai

MIMOSA

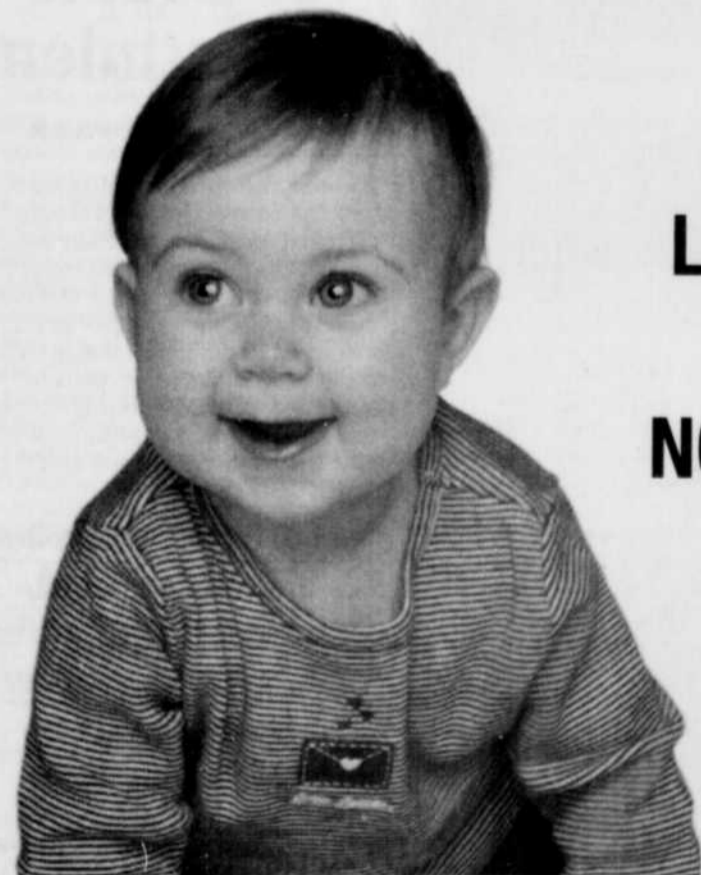
182, rue de l'Église
Saint-Romuald (Québec) G6W 3G9
(418) 839-0205
www.mimosa.qc.ca

CENTRE DE SANTÉ
SERVICES GRATUITS*

*Un service du réseau de la santé et des services sociaux du Québec

PROGRAMMATION DE LA SCÈNE PRINCIPALE

Heures	Judi le 16 mai	Vendredi le 17 mai	Samedi le 18 mai	Dimanche le 19 mai
10 h 30	Spectacles Clownesques	Spectacles Clownesques	Spectacles Clownesques	Spectacles Clownesques
11 h 30	Spectacles de Magie	Spectacles de Magie	L'Orchestre St-Michael	Spectacles de Magie
12 h 30	—	—	Spectacles de Magie	—
13 h 30	—	—	Spectacles Clownesques	—
14 h 30	Spectacles Clownesques	Spectacles Clownesques	Spectacles de Magie	Spectacles Clownesques
15 h 30	Spectacles de Magie	Spectacles de Magie	L'Orchestre St-Michael	Spectacles de Magie
16 h 30	—	—	Kumara Ray Chanteuse	Kumara Ray Chanteuse
18 h 00	Spectacles Clownesques	Spectacles Clownesques	—	—
19 h 30	Spectacles de Magie	Spectacles de Magie	—	—
20 h 30	Kumara Ray Chanteuse	Kumara Ray Chanteuse	—	—



**PARCE QUE
LES ENFANTS
SONT
NOTRE AVENIR.**



MERCI À NOS PARTENAIRES

La direction du Salon Maternité-Paternité (et des enfants) tient à remercier ses 150 exposants qui renseigneront et divertiront les visiteurs, du 16 au 19 mai, aux Galeries de la Capitale.

Un merci particulier au Gouvernement du Québec, au Gouvernement du Canada et à nos partenaires majeurs : le Comité de la semaine québécoise des familles de la Ville de Québec, Les Productions AZUR et Mini-Gourmet.

Un merci tout à fait spécial aux artistes des Productions AZUR : clowns, magiciens et animateurs de foule qui se produiront sur la scène principale, pendant les quatre jours du Salon.

Il ne faut surtout pas oublier de remercier les Galeries de la Capitale et plus particulièrement Sears Canada, le Théâtre Imax, les cinémas Famous Players et l'Association des marchands des Galeries de la Capitale.

Une mention toute spéciale au magazine La Jasette Officielle qui souligne son premier anniversaire à l'occasion du 9^e Salon Maternité-Paternité (et des enfants) de Québec.

Merci au Magazine Junior, au journal Le Soleil, à CITF-FM ainsi qu'à tous les médias qui font la promotion de l'événement.

Merci à Petit Monde pour nous annoncer sur son site Internet : www.petit-monde.qc.ca.

Merci aussi à nos bénévoles du comité d'accueil et à toute l'équipe du Salon qui travaille de près ou de loin à la présentation de ce « rendez-vous de la famille ».



Parce que les enfants et les familles sont les plus grandes richesses de notre société, le gouvernement du Québec a mis en place des mesures concrètes pour faciliter la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles et améliorer les conditions de vie des familles et des enfants.

- Services de garde éducatifs à 5 \$
- Soutien financier aux familles
- Développement du régime québécois d'assurance parentale

Notre objectif : valoriser la famille et les enfants en favorisant leur plein épanouissement.

www.mfe.gouv.qc.ca

Famille et Enfance
Québec

OPINIONS

Faites parvenir vos lettres à l'adresse suivante : Carrefour des lecteurs, Journal LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J9. Vos missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger vos lettres au besoin. Adresse électronique : opinion@lesoleil.com



Ailleurs, ce sont les gouvernements supérieurs qui ont réalisé les projets de trains légers sur rails.

L'engorgement des ponts : un tramway interrives

Gilles Côté
Beauport

La nouvelle ville de Québec avec ses 510 500 habitants se compare avec certaines villes françaises telles Nantes, Grenoble, Rouen, Montpellier, Orléans et Strasbourg. Ces six villes, à la différence de Québec, sont maintenant dotées de tramways légers sur rails. La capitale est donc déjà bien en retard par rapport à ses cousines françaises qui desservent en transport en commun une population aussi nombreuse que celle de Québec.

Dans *Le Journal de Québec* du 1^{er} mai dernier, on nous présente, en manchette, ce que serait un tramway moderne à Québec, selon un rapport qui sera déposé le mois prochain aux autorités gouvernementales.

Si on se fie au titre d'un article paru dans le journal LE SOLEIL du 25 avril dernier, face au problème de l'engorgement aux ponts entre Québec et Lévis (qui sera plus problématique au cours des prochaines semaines), il semblerait que le maire de Québec, Jean-Paul Allier, et le président du RTC (STCUQ), Paul Shoiry, préconiseraient l'implantation d'un service d'autobus à voies réservées, entre les rives nord et sud.

Devant ces deux reportages, il n'y a qu'un pas à faire pour établir un lien entre ces deux projets. Ainsi, en remplacement des deux lignes Métrobus par des tramways légers sur rail, pourquoi ne pas prolonger une des deux lignes de ceux-ci vers un terminus (avec stationnement incitatif et gare d'autobus) situé à la tête des ponts, sur la Rive-Sud. On pourrait utiliser l'emprise de la CN sur le pont de Québec, alors que VIA Rail utilisera, à ce moment, semble-t-il, les

voies ferrées de la Rive-Nord (LE SOLEIL, 12 mars 2002, p. A 1).

D'autre part, le ministre fédéral des Transports a enfin manifesté récemment son intention de s'impliquer financièrement dans de nouvelles infrastructures de transport en commun des grandes villes, en excluant cependant toute aide financière pour l'achat d'autobus ou l'élimination de dettes. C'est donc dire que le fruit deviendra bientôt mûr pour récolter ces financements, en autant qu'il n'y aura pas, cette fois, une autre chicane de « chiffon ». Nos gouvernements provincial et fédéral n'ont pas le choix, car ce ne sont pas les municipalités qui peuvent supporter la réalisation indispensable de tels projets.

D'ailleurs dans les autres pays, ce sont les gouvernements supérieurs qui ont pu réaliser ces projets de tramways légers sur rails, qui contribuent incontestablement à une meilleure qualité de vie dans nos villes. Ainsi, lorsqu'on sera en mesure de fournir un service mieux adapté à notre nouveau siècle, la clientèle sera au rendez-vous; les preuves ont été convaincantes dans plusieurs villes de France.

Finalement, pour revenir à notre région, considérons qu'un lien sous-fluvial entre les extrémités est des villes de Québec et de Lévis, demeurera toujours, à très long terme, un projet dont la réalisation deviendra un jour incontournable. Entre-temps, la priorité doit être mise sur le transport en commun; c'est moins polluant, surtout lorsqu'il est électrifié avec des tramways et des trolleybus, comme à Toronto.

D'ailleurs, au Québec, on vit toujours ce paradoxe : nous avons ici des ressources hydroélectriques qui font l'envie des autres provinces et nos transports en commun (y compris les trains de VIA Rail) roulent au diesel importé.

« Pôvres » petits Québécois

Dominique Déry, ing.

Gatineau

Ce n'est pas drôle du tout de voir et d'entendre ces jours-ci les Québécois de Murdochville en Gaspésie se lamenter à qui mieux mieux que leur gagne-pain va quitter leur région pour de bon. La mine n'est plus rentable. La compagnie qui les a exploités depuis 50 ans ne trouve plus son profit. Elle va sans doute démanteler ses pénales ailleurs en Amérique du Sud pour recommencer son exploitation des gens, de leurs familles et de leurs descendants là-bas pour quelques générations encore.

Les habitants du village, sans jeux de mots déplacés, n'ont d'autre réflexe que de dire que le village doit fermer ses portes et que le gouvernement devrait les compenser pour la perte de leur maison, devenue invendable. Les discours de nos champions se succèdent avec gravité.

Tous déplorent cette malheureuse situation et quantifient les pertes d'emplois. Le port de Gaspé, déjà bien petit, ne pourra pas se relever de ce coup dur. La compagnie qui assurait le transport arrivera aussi au bout de son rouleau. L'école devra fermer ses portes par manque d'élèves.

Voici donc le scénario classique dans notre belle province de Québec qui ne se souvient pas longtemps : une compagnie étrangère obtient tous les permis nécessaires pour exploiter nos richesses collectives et transporter ces matières premières ailleurs, dans d'autres pays que le Québec, pour leur transformation en produits finis. Ensuite, nous nous empressons d'acheter ces produits pour satisfaire nos propres besoins. Au fond, qu'avons-nous à nous plaindre? Nos gens ont travaillé pour les produire, ces matières premières. Il est tout à fait normal que nous laissons la transformation en produits finis à d'autres, plus capables de le faire que nous, les Québécois.

Voici quelques exemples pour les sceptiques : le minerai de fer québécois prend le chemin de la voie maritime, construite spécialement pour alimenter l'industrie automobile ontarienne, laquelle crée au delà de 400 000 emplois en Ontario et 1200 au Québec. Les emplois reliés à l'automobile au Québec sont des emplois précieux. La compagnie Hyundai a été forcée de fermer ses portes à Bromont. L'usine de montage de la compagnie GM de Boisbriand, qui menace cycliquement de fermer ses portes, reçoit quelques centaines de millions de dollars à tous les deux ou trois ans avec la supplémentation de rester ouverte encore quelques années, pour sauvegarder les 1200 emplois des monteurs de pièces. Pièces qui leur proviennent de l'Ontario mais, pas du Québec.



Les gens de la Gaspésie ne pourraient-ils pas penser acheter la mine et ses installations?

Sommes-nous pire que les Suédois et les Norvégiens qui, même étant moins nombreux que nous, dans des pays aussi rudes, fabriquent des véhicules qui n'ont rien à envier aux marques américaines? Le marché québécois des véhicules neufs est de 400 000 unités par année. Et la GM de Boisbriand n'assemble que 45 000 véhicules annuellement. Devant cette situation, serions-nous assez idiots pour rêver d'usines de montages d'automobiles québécoises, en Gaspésie par exemple, où les ports en eau profonde sont ouverts à l'année pour l'exportation? Ou sur la Côte-Nord, où l'acier est abondant et l'énergie disponible en grande quantité? Ou au Saguenay, avec des voitures en aluminium, dont le cuivre proviendrait de Murdochville?

Les gens de la Gaspésie ne pourraient-ils pas penser acheter la mine ainsi que toutes ses installations pour la modeste somme de un dollar? Si la compagnie s'en va, c'est peut-être une occasion de repartir leur propre mine bien à eux.

Bon allons, je crois bien que je vais arrêter de rêver et terminer en reprenant le titre de cet article : « pôvres » petits Québécois.

L'honneur de Céline

María Therrien
Lévis

Dans la page Opinions du dimanche 1^{er} avril dernier, un texte de Jean-Nicolas Vachon de Sainte-Marie de Beauport m'a réellement choquée. Il décriait Céline Dion en la descendant des nues où nous l'avions portée. Il écrivait : « Céline n'arrive pas à la cheville de la star planétaire surhumaine de jadis. »

Doutant aussi de sa franchise, de sa voix, de son regard, de chaque clin d'œil, il l'accuse de pêcher par paresse alors que lui pêche par calomnie.

Des notes pas tout à fait sur le ton, d'étranges piouettes cachant des félicitations vocales. Quelle audace! Est-il assez connaisseur en musique pour se permettre de telles critiques?

Dernièrement, Céline est passé à l'émission du Grand Blond; plusieurs craignaient qu'elle soit méprisée.

Au contraire, elle a éprouvé, par sa personnalité, par sa distinction, par ses réponses franches, spontanées, qu'elle a un quotient intellectuel valable, sans snobisme; c'est une vraie dame, notre Céline, reconnue mondialement comme une vraie star de la chanson.

Notre Beauceron s'acharne à descendre notre vedette; voilà la coutume de bien des Québécois. Si une personne monte, ils s'obligent à la faire descendre au lieu de l'encourager, de la féliciter de l'honneur qu'elle fait à notre pays de la faire connaître mondialement.

Pourquoi, au contraire, ne pas améliorer son image par une euphorie qui ensolleillera ses jours au lieu de les assombrir par des jugements injustes? Ses fans ne peuvent ignorer tous les sacrifices qu'elle s'est imposés depuis sa jeunesse pour exceller dans sa carrière de chanteuse jusqu'à apprendre une autre langue en deux mois.

Chanter était son plaisir, mais à quel prix.

Elle mérite notre admiration... puis elle s'est imposé des changements majeurs, étant devenue maman, ce rôle de mère qu'elle veut remplir à la perfection avec son petit prince, en compagnie de son cher époux... ce qui nous fait l'apprécier davantage.

Céline, cette artiste exceptionnelle, rêve de revenir, pas moins fine qu'auparavant, nous émerveiller par son talent sans faille.

La vraie liberté commence en pouvant disposer de ses terres

Lauretta Bouchard-Girard
Charlevoix

Je suis une Charlevoisienne de 93 ans et j'aimerais vous entretenir d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur : la liberté, mais en particulier la liberté de propriété.

Libre est un bien grand mot et il réfère très souvent à la valeur de propriété, à la terre. Le gouvernement a adopté, il y a de ça déjà bien des années, une loi qui protège le caractère agricole de nos terres. Le but premier de cette loi était peut-être bien fondé.

Par contre, dans son application, cette loi est venue davantage nuire aux propriétaires de ces terres que les aider. En effet, les propriétaires ne peuvent plus rien faire avec leurs terres, sauf cultiver et pratiquer l'agriculture qui est presque impraticable dans notre région à cause de la piètre qualité de la terre.

La jeunesse d'aujourd'hui qui n'a plus les mêmes besoins, ni les mêmes volontés de développement, se voit contrainte de laisser les terres prendre en friche faute de pouvoir développer les projets qui lui tiennent à cœur.

Ainsi, comme je l'ai déjà mentionné, l'agriculture étant presque impraticable dans la région de Charlevoix et n'attirant aucunement les visées futures des nouvelles générations, la relève laisse le bois avancer sur nos terres au détriment d'un développement familial ou touristique.

La volonté de la nouvelle génération de s'installer dans les régions telles que Charlevoix n'est pas écartée, contrairement à ce que les gouvernements peuvent en dire ou en penser. Seulement, elle ne peut pas profiter pleinement, et comme bon lui semble, des ressources naturelles à sa disposition.

Le gouvernement laisse se développer les polluantes porcheries qui, au lieu de favoriser le développement touristique et résidentiel des régions, éloigne les touristes et résidents. L'industrie porcine ne favorise pas beaucoup le voisinage et donne encore moins le goût aux jeunes de venir s'installer en régions. De même, les jeunes qui ont été élevés dans notre région aimeraient bien



Les jeunes voudraient bien revenir s'installer en région, mais ne peuvent se construire en raison des règlements sur le zonage agricole.

revenir à leurs terres familiales au terme de leurs études. Par contre, ils ne peuvent pas utiliser les lots du patrimoine pour se construire à cause de ses dites lois de zonage qui visent la protection des terres agricoles.

En somme, pour des raisons de « protection du bien commun ou des terres agricoles », le gouvernement

nie complètement la liberté de propriété des propriétaires des régions telles que Charlevoix et, par le fait même, nuit au développement et à l'essor de la région. La jeunesse refusera, et avec raison, de venir s'installer dans une région où elle ne peut réaliser ses rêves et développer les projets qui lui tiennent à cœur.

Soyons Solidaires du peuple palestinien

Un groupe d'observateurs indignés*

Nous exprimons notre indignation devant les comportements barbares de l'armée d'occupation israélienne en Palestine. Ces comportements rappellent ceux de l'armée allemande en France durant la Seconde Guerre mondiale. Les attentats des kamikazes, qu'il faut déplorer, ne sont que la réponse désespérée de jeunes Palestiniens dont certains sont nés dans des camps de réfugiés et subissent l'oppression militaire depuis leur enfance.

Fort de l'appui des États-Unis, Israël opprime, détruit, emprisonne, torture, terrorise, se moque des résolutions des Nations unies et du droit international

Fort de l'appui des États-Unis, l'État d'Israël opprime, détruit, emprisonne, torture, terrorise, se moque des résolutions des Nations unies et du droit international. À l'écoute des groupes de pression sionistes, le gouvernement du Canada se signale par son manque de courage, se complait en protestations timides et laisse la situation se dégrader et devenir explosive.

Nous souhaitons que le gouvernement du Québec, désireux d'assumer un rôle d'artisan de paix à l'échelle internationale, intervienne à haute voix et avec vigueur en faveur du peuple palestinien qui, à l'instar du peuple québécois, rêve d'un pays qui lui appartienne.

*Colette Allaire, M.-Andrée Aubut, Liliane Barabé, Claire A. Brosseau, Michèle Castonguay, Jean Comtois, Robert Cusson, Raymond Deraspe, Réal Dionne, Ellette Dionne, Denise Dionne, Jeanne Dionne, André Elémond, Ghislaine Gagné, Bertrand Gagnon, André Gaulin, Claude L'Heureux, Gaëtan Massicotte, Doloris Mathieu, Louis O'Neill, Georges Parent, Gaby B. Perron, François Simard, Eric Tarissian, Michelle Thibault, Gilbert Godbout-Tremblay, Lucien Tremblay.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Il manque 1500 places en garderies sur la Côte-Nord

STÉPHANE TREMBLAY
Collaboration spéciale

SEPT-ÎLES — Pendant que des parents doivent s'armer de patience pour trouver une place où faire garder leur bambin, d'autres sont contraints de trouver une solution de rechange par la fermeture prochaine de leur garderie, faute d'argent.

La centaine de parents qui utilisent chaque semaine les services de garde de la Halte garderie de Place de Ville, à Sept-Îles, sont exaspérés. Ils risquent de se buter à des portes closes dès le 22 mai, date prévue de la fermeture de l'établissement.

Les parents rient à l'aide. « La garderie est essentielle pour mon fils de trois ans qui a certains problèmes de développement. Samuel est un peu en retard sur ses amis, mais il y a eu une grande amélioration depuis qu'il fréquente la garderie. Les éducatrices savent comment s'y prendre. Même mieux que nous parfois », souligne France Chapados, abasourdie par la nouvelle sachant que les jours de la garderie sont comptés.

Mère d'un petit garçon de quatre ans, prénommé Yoan, Katia D'Astous se sent perdue. « C'est une grande dé-

solution pour Yoan et pour moi aussi car je pouvais profiter d'un petit répit pendant que mon garçon était en bonnes mains à la garderie. Depuis qu'il sociabilise avec ses nouveaux amis, il a grandement amélioré ces problèmes d'allocation. C'est plate de devoir arrêter ça dans deux semaines », déplore celle qui sait très bien qu'elle devra faire des pieds et des mains pour trouver une place à son petit amour dans une autre garderie.

La coordonnatrice de l'Envol, organisme qui chapeaute la Halte garderie, continue d'espérer. Certains chiffres donne raison à Bernice Villeneuve d'être optimiste. La Halte garderie a enregistré 5500 fréquentations cette année. De ce nombre, 21 % des jeunes âgés de sept mois à sept ans ont été référés par le CLSC, la Direction de la protection de la jeunesse ou le Centre de réadaptation l'Émergent.

« À partir de notre halte nous avons déposé différentes problématiques et avons fait appel à plusieurs ressources afin que les enfants puissent bénéficier de services adaptés à leurs besoins. Notre mode de fonctionnement nous permet de recueillir, sur le champs, des enfants dont les conditions de vie doivent

être améliorées et protégées. J'ose croire que nos gouvernements ne laisseront pas tomber un service aussi essentiel, seulement pour 10 000 \$, soit les frais d'hébergement et de relocalisation de la Halte garderie », dit M^{me} Villeneuve.

Le directeur général de Place de Ville, Réjean Bériault, refuse de porter le blâme. « Depuis plusieurs années, la Halte garderie est hébergée gratuitement sous notre toit. C'est que nous avons besoin d'espace pour certains commerçants qui réaliseront prochainement des travaux de rénovation et d'agrandissement. J'ai même tenté de trouver un autre local pour la garderie, mais peine perdue ».

Le nœud de la guerre c'est qu'il y a un manque de place en garderie sur la Côte-Nord, comme partout ailleurs au Québec. Selon les estimations, 1500 nouvelles places seraient nécessaires entre Tadoussac et Blanc-Sablon, un territoire de 1500 km de côte qui dénombre une population de 100 000 personnes. Et dire que la liste s'allonge à chaque jour.

Le ministère de la Famille et de l'Enfance ne prévoit pas atteindre l'équilibre entre l'offre et la demande avant 2004 ou 2005.

ÉCOLE INTERNATIONALE À PERCÉ Université, arts et paysage mythique

NAOMIE BRIAND
Collaboration spéciale

■ PERCÉ — L'école internationale d'été de Percé est créée. Le projet cheminait dans les officines depuis deux ans, et donnait l'impression d'être mort et enterré. Le voilà maintenant bien vivant, et les premiers étudiants de la Faculté d'aménagement, d'architecture et d'arts visuels de l'Université Laval envahiront la Maison Frédéric-James en juillet.

Ce sont deux formations de deuxième cycle qui seront offertes à Percé cet été. La première (du 15 au 26 juillet) sera un atelier-séminaire en création picturale (dessin et peinture). L'artiste-enseignant Alexandre David dispensera les cours.

La deuxième formation sera un atelier-séminaire en photographie numérique, qui se déroulera du 29 juillet au 9 août. L'artiste-enseignant Richard Baillargeon sera responsable des cours.

Les cours seront dispensés à la Maison Frédéric-James, propriété de la Fondation Héritage canadien du

Québec. Cette maison est la plus proche voisine du très connu rocher Percé.

L'Université Laval prévoyait donner ses premiers cours à Percé en 2001. Le recteur de l'époque, François Tavenas, ne souhaitait pas que son université soit montrée du doigt et que l'on sous-entende qu'elle puisse nuire à l'action déjà établie de l'Université du Québec à Rimouski en Gaspésie. « Nous essayons d'être plus présents, non pas en compétition, mais en complémentarité avec l'UQAR », expliquait-il il y a deux ans.

Les cours
seront
dispensés à
la Maison
Frédéric-
James

THÉÂTRE

Matane se raconte

L'œuvre portera sur l'histoire de la communauté, de sa fondation jusqu'à son développement industriel

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ MATANE — Si vous déambulez au centre-ville de Matane cet été, vous risquer d'y rencontrer des personnages d'une autre époque. Le Théâtre Le Flot d'idées y présentera *Mémoires d'outre-mer*, une production historique en 12 tableaux.

Pas moins de 42 comédiens, soit 21 par représentation, participeront à cet production de deux heures. « Certains en sont à leur première expérience théâtrale, d'autres à leur toute première expérience de travail, précise la présidente du Carrefour Jeunesse-Emploi, Karine Gagnon. Tout au long du projet, ils réfléchiront à leur avenir professionnel. »

L'œuvre, présenté en 12 tableaux, portera sur l'histoire de la communauté matanaise, de sa fondation jusqu'à son développement industriel. Les spectateurs, moins d'une quarantaine par représentation, pourront alors se familiariser, entre autres, avec le développement de la seigneurie, la vie religieuse et la contrebande d'alcool, en plus de « faire connaissance » avec un célèbre matanaise, le ténor Joseph Rouleau, le tout lors d'une randonnée de deux kilomètres.

Au total, 64 représentations seront offertes en plein air, les jeudis, vendre-



Quarante-deux comédiens présenteront l'histoire de Matane cet été, en 12 tableaux.

dis, samedis et dimanches, à 14 h et 18 h 30, du 27 juin au 18 août.

Mathieu D'Amour de Chauffours de la Morandière, le premier seigneur de Matane personnifié par Frédéric émond-Anetel, et sa conjointe Marie Marsolet (Nathalie Bernier) agiront à titre de guides-animateurs.

La compagnie théâtrale a reçu un coup de pouce financier pour réaliser ce projet. Service jeunesse Canada accorde 110 000 \$ pour l'embauche de 10 apprentis-comédiens tan-

dis qu'Emploi-Québec assure du travail à deux autres. D'autres organismes matanaise contribuent également à ce projet.

Une trentaine de bénévoles se grefferont également être présentés sur *Le Vacancier*, un navire qui naviguera, cet été, entre Montréal et les Îles-de-la-Madeleine, avec une escale à Matane.

Les *Mémoires d'outre-mer* pourraient également être présentés sur *Le Vacancier*, un navire qui naviguera, cet été, entre Montréal et les Îles-de-la-Madeleine, avec une escale à Matane.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Divergence sur les états généraux

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CARLETON — Le Ralliement gaspésien et madelinot soutient le concept d'états généraux sur le développement régional, suggéré par l'archevêque de Rimouski, M^{gr} Bertrand Blanchet, mais privilégie avant tout une grande rencontre par région. Par contre, Jacques Proulx, de Solidarité rurale, croit qu'il est temps de passer à l'action plutôt que de consulter.

Né il y a 11 ans, alors que le déclin économique de la Gaspésie et des îles était accéléré par une crise dans les pêches et une dure récession frappant toute l'Amérique, le Ralliement, qui avait rassemblé 7000 personnes à Chandler le 26 mai 1991, appuie la suggestion de monseigneur Blanchet parce que la population doit s'exprimer sur les grandes orientations qui la touchent.

Le président du Ralliement, Denis Gagnon, précise que des états généraux s'inscrivent directement dans la démarche que mène actuellement son organisme à une échelle réduite. « Avec notre projet Appuis, nous avons trois animatrices rurales qui organisent de petites rencontres dans les communautés, avec pour objectif d'organiser un forum dans chacune des MRC. Cet exercice pourrait être le prélude des états généraux », précise M. Gagnon, qui est directeur des services municipaux à la Ville de New Richmond.

Le président du Ralliement croit toutefois que des états généraux doivent avoir lieu dans chacune des régions de la Gaspésie et des îles, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent. « Les gens doivent s'exprimer sur leur région, quitte à élargir le débat par la suite. C'est un exercice nécessaire, tâter le pouls de la population, parler plus ouvertement. On ne l'a pas fait avec la base depuis mai 1991. »

INFLUENCE

Il croit que des états généraux influenceront les pouvoirs publics. « Ce sont des exercices de longue haleine, comme le travail communautaire qu'effectue le Ralliement. Mais nous commençons à être écoutés par l'état. Marcel Landry, un fondateur du Ralliement, est au ministère du Développement des régions et il y

croit encore. Nous avons également une bonne écoute au CRCD (Conseil régional de concertation et de développement). Et les résultats viennent, comme la création de la Fondation communautaire Gaspésie (de 500 000 \$) et qui vient en aide aux jeunes », dit M. Gagnon.

Jacques Proulx, de Solidarité rurale, croit de son côté que des états généraux constitueraient une fuite en avant pour régler les problèmes du monde rural.

« Je me demande si nous ne sommes pas rendus ailleurs, rendus à l'action, à poser des gestes, quitte à faire le point au bout d'un certain temps. On les connaît nos régions. Il manque de leadership local. Il y a eu assez de sommets depuis cinq, six ou sept ans au Québec. Les solutions ne manquent pas. Il y a des politiques à adapter. Travaillons à ça. Il ne manque pas d'argent, et on ne fait pas des choses seulement avec de l'argent », lance M. Proulx.

« Pendant longtemps, on n'a vu l'arbre de la forêt que pour faire du papier. Mais il faut en faire une utilisation multiresources, de cette forêt, avec la faune, l'écologie, la transformation poussée des ressources.

« C'est là qu'est la solution. On peut se tromper sur les nouvelles solutions une couple de fois; on s'est assez trompé avec les vieilles. Et il faut arrêter de s'en remettre aux autres, aux gouvernements de Québec et d'Ottawa. Les gouvernements locaux sont aussi responsables de ce qui est arrivé », enchaîne Jacques Proulx en guise de conclusion.



Jacques Proulx

16^e SYMPOSIUM DE BAIE-COMEAU

Les poètes se joignent aux peintres

Des écrits d'inspiration japonaise accompagneront les toiles

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Le Symposium de peinture de Baie-Comeau, la grande fête culturelle estivale de la région Manicouagan, sera de retour pour une 16^e année. Du 26 au 30 juin, une trentaine de peintres figuratifs émerveilleront les visiteurs par leur vision de la Côte-Nord.

Gardant particulièrement à l'esprit qu'il faut être différent si on veut durer aussi longtemps, le Symposium a de nouveau cherché à se renouveler en 2002, même si l'événement donne encore et toujours sa plus grande place au contact entre l'artiste et le visiteur. Ainsi, cette année, ce sera au tour des poètes de se joindre aux peintres au Pavillon du Lac.

En effet, une douzaine de poètes, sous l'égide de l'écrivaine Francine Chicoine, seront sur place pour réaliser des haïkus, de petits poèmes de l'instantané, d'inspiration japonaise, qui compte trois lignes et 17 syllabes. Les auteurs, en côtoyant les peintres, pourront ainsi saisir la magie d'un instant. Quant aux concerts de jeunes musiciens de la région, ils sont de retour.

Le Symposium 2002 a été placé sous la présidence d'honneur de Roland Palmaerst, un habitué, qui a tenu à souligner l'impact et la renommée du Symposium. « C'est toujours un honneur pour les artistes invités de participer à un événement de cette envergure. Les artistes sont transportés en venant chez vous », a-t-il lancé.

M. Palmaerst a rappelé que depuis 15 ans, il vient au moins deux à trois fois par année sur la Côte-Nord pour donner de la formation ou simplement apprécier les paysages. « C'est dépourvu ici, mais c'est fort, c'est puissant », a ajouté celui qui signe la toile officielle de l'événement, qui représente la vue qu'on a sur la mer du haut de la rue Marquette, près de l'église Sainte-Amélie, à Baie-Co-

meau. Cette peinture respecte tout à fait le thème du Symposium 2002, « au cœur du patrimoine ».

AUTRE VITRINE

Cette année, le Théâtre de Baie-Comeau donnera de plus une autre vitrine à ce rassemblement culturel en présentant tout l'été les toiles de la collection du Symposium exploitant un sujet ou un coin de pays relié à la nature nord-côtière et au fleuve Saint-Laurent. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la programmation des fêtes du Québec Maritime.

En 2002, l'organisation profitera aussi de l'événement pour honorer spécialement non pas un artiste, mais bien l'un des siens, Jean Léveillé, bénévole depuis les tous débuts. Au dire du président Camille St-Pierre, M. Léveillé est indispensable dans le rôle ingrat qui est le sien, responsable de l'organisation physique et un peu homme à tout faire. Le président d'honneur Palmaerst aurait d'ailleurs concocté quelques aménagements afin que les visiteurs découvrent l'importance du travail de M. Léveillé.

Il y a 100 ans, la montagne Pelée entrainait en éruption

Des Québécois étaient parmi les 30 000 morts

RAYMOND DIONNE
Collaboration spéciale

Moins connue que les éruptions volcaniques du Vésuve ou du mont Saint-Helens, celle de la montagne Pelée fut pourtant l'une des plus meurtrières de l'Histoire. Le volcan avait déjà commencé à faire des siennes les semaines précédentes. Afin de calmer la population prise de panique, le gouverneur de l'île avait fait appel à un comité d'experts, qui n'y virent aucun danger immédiat. Néanmoins, en cette fête de l'Ascension,

Dans la rade de Saint-Pierre, vers 6 h 30, un 18^e navire venait de jeter l'ancre: le *Roraïma*, un vapeur de la compagnie de steamers de Québec (Quebec Steamship Company), dont le président était M. Pierre Garneau, ancien maire de Québec et arrière-arrière-grand-père de Marc Garneau, l'actuel président de l'Agence spatiale canadienne.

Les débardeurs étant en congé, on avait conseillé au capitaine de poursuivre sa route jusqu'à Fort-de-France. Ce dernier ordonna plutôt à ses hommes de commencer à décharger le navire. Mal lui en prit.

cielles souligneront le centenaire de l'éruption volcanique du 8 mai au 30 août.

Entre autres, une fresque historique, «Nuit ardente»; randonnée aux flambeaux sur les flancs de la Pelée; colloque international de volcanologie; célébrations œcuméniques; plongées et concours de photos sous-marines; spectacle pyrotechnique, etc.

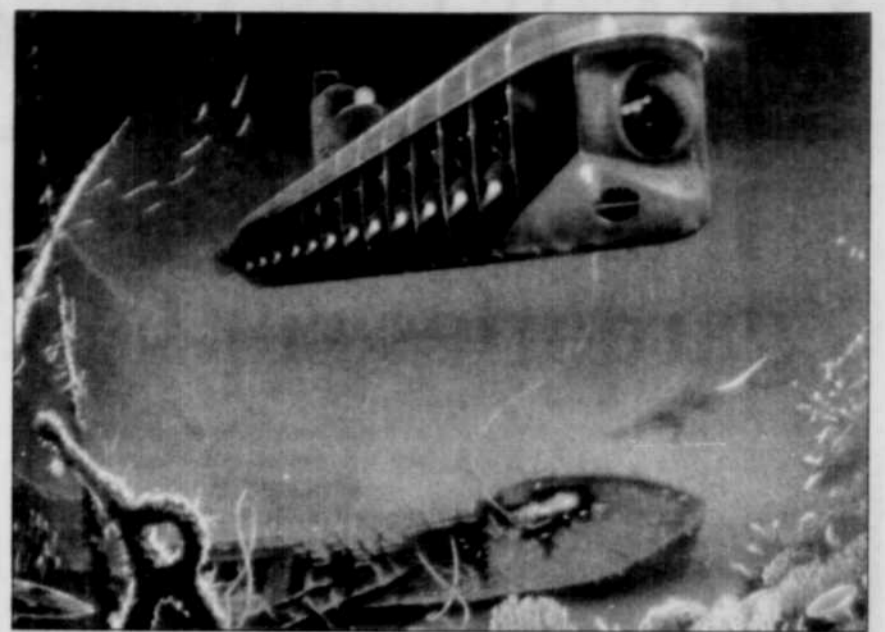
On pourra également visiter le Musée volcanologique, où de nombreux

documents évoquent la catastrophe; le Musée historique; l'ancien cachot où se trouvait enfermé le seul survivant, un dénommé Cyparis, lors de l'éruption; le cimetière, où l'on a rassemblé des milliers d'os trouvés dans les ruines.

Pour les plus téméraires, un service de sous-marin permet d'avoir accès à plusieurs épaves de navires. La mieux conservée et la plus populaire est sans contredit celle du *Roraïma*, envahie par les coraux et animaux des mers chaudes: un bateau de 120 mètres de long, qui faisait près de 1800 tonnes.

Les touristes qui visitent la Martinique n'ont pas à s'inquiéter d'un éventuel réveil du volcan: une demi-douzaine de stations sismiques permettent de déceler le moindre indice plusieurs semaines à l'avance.

Mais Saint-Pierre ne sera jamais plus le «Petit Paris» des Antilles de jadis: ce titre lui a été ravi par sa rivale, Fort-de-France.



Cent ans plus tard un sous-marin amène les touristes au-dessus des épaves des navires détruits par l'éruption de la montagne Pelée.

Seul Cyparis, un détreu, a survécu à la catastrophe

Offrez un beau trésor de Chine pour la fête des Mères.

Meubles décoratifs, robes, articles Feng Shui, porcelaines, lampes, vases, figurines, bijoux, cadres, paravents, articles pour arts martiaux, vêtements. Le plus beau et le plus grand magasin spécialisé en art oriental.

東方珍品 Ajoutez une touche d'exotisme à votre intérieur...

Les Importations Orientales 75, boul. Kennedy Lévis (Québec) 835-1876

Suzanne Roy inc. site web de McDonald's de Lévis

TÉMOINS OCULAIRES

L'un des membres de l'équipage de *Roraïma*, M. C.C. Evans, un ingénieur de Montréal, décrit l'horrible scène dont il a été témoin: «Le dernier coup de huit heures venait de sonner aux horloges de la ville, lorsqu'une formidable explosion se fit entendre du sommet de la montagne. Un nuage de feu envahit le firmament en faisant un bruit d'enfer, et en un clin d'œil s'abattait sur la ville et sur la baie, avec la rapidité de la foudre. Le *Roraïma* prit feu immédiatement et fut presque coulé du premier coup...»

Un autre témoin raconte: «Dès que les passagers respiraient cette masse de gaz brûlante, ils avaient un spasme et mourraient en quelques secondes. De tous côtés agonisaient les brûlés.»

En moins de deux minutes, la ville de Saint-Pierre était rayée de la carte, avec ses quelque 30 000 habitants, soit 15% de la population de l'île, la majeure partie de l'élite sociale, politique, intellectuelle et artistique.

Quant aux navires qui mouillaient dans le port, un seul parvint à s'échapper. Le *Roraïma* fut le dernier à couler à pic, avec la plupart des membres de l'équipage. Parmi les victimes, quatre étaient originaires de notre région: MM. Gaspard Guérin et Ludger Larivée, de Lévis, et MM. Wilfrid Soucy et Eugène Braun, de Québec.

Ce dernier était le beau-frère du juge François Langelier et d'Édouard B. Garneau, conseiller législatif. Il avait auparavant travaillé chez Garneau & Fils, une autre compagnie présidée par Pierre Garneau.

Comme commissaire à bord du *Roraïma*, il entrevoyait une brillante carrière. Il devait se marier sous peu.

«Quant à Gaspard Guérin, 33 ans, cuisinier en chef sur le *Roraïma*, originaire de la paroisse Saint-Joseph de Lévis, il laissait dans le deuil son épouse, née Maude Caron, de La Malbaie, et leurs trois enfants.

«Son collègue, Ludger Larivée, 29 ans, également originaire de Lévis (rue Carrier), bien que célibataire, était le seul soutien de sa mère, dame veuve Firmin Larivée; il travaillait sur les bateaux de la compagnie depuis l'âge de 16 ans, et occupait la position d'assistant-maitre d'hôtel sur le même navire.

«La quatrième victime, Wilfrid Soucy, 33 ans, de Québec, laissait son épouse, dame Eugénie Guérin (sœur de Gaspard), et un oncle, un certain M. Pelletier, sacristain de l'église Saint-Roch; ancien boucher au marché Finlay, il était préposé aux vivres à bord du *Roraïma*.»

De nombreuses manifestations offi-

36 versements sans frais sans intérêt*

Estiva

- 7 morceaux
- Table ronde 42 pouces avec dessus en verre trempé
- 4 chaises à bandouillère
- Parasol de marché
- GARANTIE DE 5 ANS CONTRE LA ROUILLE

SOCLE EN BÉTON INCLUS

599⁹⁹\$

16 66\$ par mois 7 mcx

RELAXON par elran Cuir et similicuir

CAUSEUSE INCLINABLE 1199⁹⁹\$

377\$ par mois

33 33\$ par mois

PALLISER MOBILIER DE CHAMBRE

33 33\$ par mois

Economisez 300\$

Prix courant: 1499⁹⁹\$ Spécial: 1199⁹⁹\$

TANGUAY

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province

LES SAULES 4875, boul. de l'Ornière 1 800 563-4411 (418) 871-4411	BEAUPORT 535, boul. Sainte-Anne 1 800 563-6282 (418) 667-6282	LÉVIS 5720, boul. Étienne-DuBois (angle Kennedy) 1 800 563-4511 (418) 833-4511	TROIS-RIVIÈRES 2200, boul. des Recollets 1 800 463-2200 (819) 373-1111	RIMOUSKI 822, boul. Sainte-Anne, Route 132 1 800 463-4411 (418) 723-4411	CHICOUTIMI 1990, boul. Talbot 1 800 363-4711 (418) 698-4411	RIVIÈRE-DU-LOUP 245, Hôtel-de-Ville 1 800 510-4711 (418) 867-4711	SAINT-GEORGES DE BEAUCÉ 8955, boul. Lacroix 1 877 295-4411 (418) 226-4411
---	---	--	--	--	---	---	---

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées. Photos à titre indicatif.

Les Ruines et les Horreurs de Saint-Pierre de la Martinique SOUS UNE NAPPE DE FEU

Les Horreurs s'ajoutent aux Horreurs

L'HECATOMBE DE LA MARTINIQUE

TERRIBLE CATACLYSME

Epouvantable Catastrophe

Les journaux de l'époque en ont fait leurs manchettes.